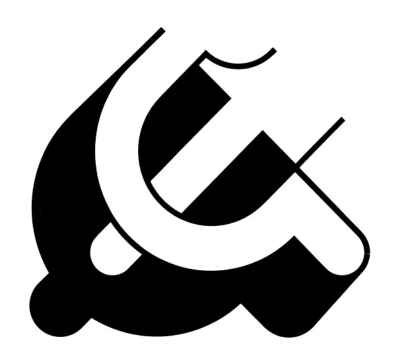


REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Le bilan de Hollande, Valls, Macron : plus de chômeurs, de flics et de militaires



Bangui, 9 décembre 2013 / photo Fred Dufour AFP

n° 20 novembre - décembre 2016 1 euro

La fin d'un règne au service de la bourgeoisie

On ne peut servir à la fois les exploiteurs et les exploités

Le 1er décembre, pourtant fier de son bilan au service de la bourgeoisie, se félicitant d'avoir accordé un pouvoir accru au patronat en *« réformant le marché du travail »*, d'avoir renforcé la répression en *« durcissant l'arsenal pénal... en procédant à des recrutements massifs dans les armées, dans la gendarmerie, dans la police »*, d'avoir défendu son impérialisme rapace en *« engageant des forces armées au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie »*, d'avoir diminué le salaire différé en *« allégeant les charges des entreprises »*, d'avoir réduit l'accès à la protection sociale en remettant *« la Sécurité sociale à l'équilibre »*, d'avoir renforcé les inégalités scolaires en assurant *« que l'école dispose des moyens indispensables »*, François Hollande a renoncé à participer à la course à la présidence de 2017.

Le président PS est entièrement discrédité aux yeux des travailleurs. La bourgeoisie, ingrate, préfère un candidat de son principal parti.

Un quinquennat avec 500 000 chômeurs supplémentaires

Le principal problème de Hollande est d'avoir promis *« l'inversion de la courbe du chômage »* pour 2013 en tablant sur la reprise économique et sur ses mesures favorables au capital. Or, la croissance a été faible et les capitalistes réservés, si bien qu'il a fallu attendre 2016 pour observer une légère baisse du nombre de chômeurs au sens strict (il augmente dans toutes les catégories de Pôle emploi ; en particulier la catégorie D qui inclut notamment les chômeurs en formation augmente de 16,7 %). De toute façon, cela fait 556 000 de plus qu'au début du quinquennat. Par conséquent, la pauvreté a augmenté. En 2015 14,3 % de la population en France vit sous le seuil de pauvreté (1 003 euros par mois pour une personne seule), soit 8,8 millions de personnes contre 13 % en 2008, et les expulsions locatives ont explosé, à 14 363, en hausse de 24 % en un an. Et des groupes capitalistes annoncent de nouveaux plans de licenciement : Alstom, Airbus, SFR, Darty, Vivarte (André, La Halle aux chaussures, La Halle aux vêtements, Chevignon, Pataugas, Kookaï...), KNS (Koniambo Nickel en Nouvelle-Calédonie), Euro Cargo Rail (filiale de Deutsche Bahn)... alors que Pierre Gattaz, le patron du Medef, assurait qu'un million d'emplois serait créé.

La cause est que l'économie française ne retrouve pas la progression d'avant la dernière crise capitaliste mondiale : après une croissance de 0,7 % en 2014, puis de 1,2 % en 2015, elle est sur un rythme de 1,3 % pour 2016 (Insee, 7 octobre ; Banque de France, 8 décembre). Elle prend du retard face à ses concurrents impérialistes, la Chine (6,6 %), l'Allemagne (1,7 %), les États-Unis (1,5 %) et même le Royaume-Uni (2,3 %). Pourtant, en 2015, les capitalistes se sont enrichis ; la rémunération moyenne des patrons des entreprises du SBF 120 (un des principaux indicateurs boursiers) a battu des records en atteignant 3,5 millions d'euros, en hausse de 20 % sur un an. Au second trimestre 2016, la France est en tête pour le versement de dividendes en Europe, à 40 milliards de dollars, en hausse de 13,9 %, contre 33,7 milliards pour le Royaume Uni, 31,6 milliards pour l'Allemagne, 10,3 milliards pour l'Italie, 7,6 milliards pour les Pays Bas. Aussi le taux de marge des entreprises (rapport entre le profit et la valeur ajoutée, proche du taux d'exploitation) s'est sensiblement redressé entre 2015 et 2016 pour atteindre 32 % cette année, son record depuis 2008.

La hausse de l'exploitation résulte d'une part de l'allongement du temps de travail et de l'intensification du travail ; de l'autre de la politique économique du gouvernement, en particulier les immenses sommes d'argent versées aux capitalistes avec le CICE (réduction d'impôt) pour 24 milliards d'euros et le pacte de responsabilité (réduction de cotisations sociales) pour 20 milliards. Le gouvernement poursuit cette logique puis-

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : **Étienne Valyi**
ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**
Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski par les islamistes

qu'il envisage dans le budget 2017 de réduire le taux d'impôt sur les sociétés à 15 % pour les PME.

Jusqu'au bout, le gouvernement PS-PRG-PE déploie son arsenal répressif

Le gouvernement Valls-Hollande défend la classe capitaliste française sur tous les fronts. À Raqqa, à Mossoul, l'armée française, sous prétexte de lutte contre l'EI, participe de la coalition qui terrorise les civils et dévaste le Levant. En France, il continue à détruire les camps des réfugiés venus de cette région du monde tout en chassant les migrants d'Europe et d'Afrique, en les expulsant (plus de 8 000 au premier semestre). Il menace de sanctions pénales les habitants de la vallée de Roya, près de la frontière italienne, qui aident les migrants qui veulent s'installer en France ou la traverser pour d'autres destinations. Ses flics protègent les manifestations des racistes et des fascistes contre les réfugiés, bien souvent mises en minorité par les manifestations de soutien, comme à Marseille, à St-Martin-d'Hères.

Au printemps, les jeunes et les travailleurs furent calomniés par les médias bourgeois, insultés par le gouvernement, agressés par les forces de répression, celles-là même à qui les bureaucrates syndicaux manifestaient de la sympathie et à qui le gouvernement fait les yeux doux lorsqu'elles manifestent en toute illégalité. La justice aussi s'en est pris aux militants, en organisant des procès en comparution immédiate de manifestants interpellés au hasard par la police. La situation a bien sûr été facilitée par l'état d'urgence, que l'exécutif envisage de prolonger, au moins jusqu'à l'élection présidentielle. De nombreux protestataires ont été récemment condamnés à des peines parfois lourdes – jusqu'à de la prison ferme, plusieurs mois de prison avec sursis, parfois avec mise à l'épreuve, des dizaines d'heures de travaux d'intérêt général, des lourdes amendes pouvant atteindre plusieurs dizaines de milliers d'euros… – alors que les policiers et les gendarmes sont quasi-systématiquement relâchés, comme l'assassin de Rémy Fraisse à Sivens.

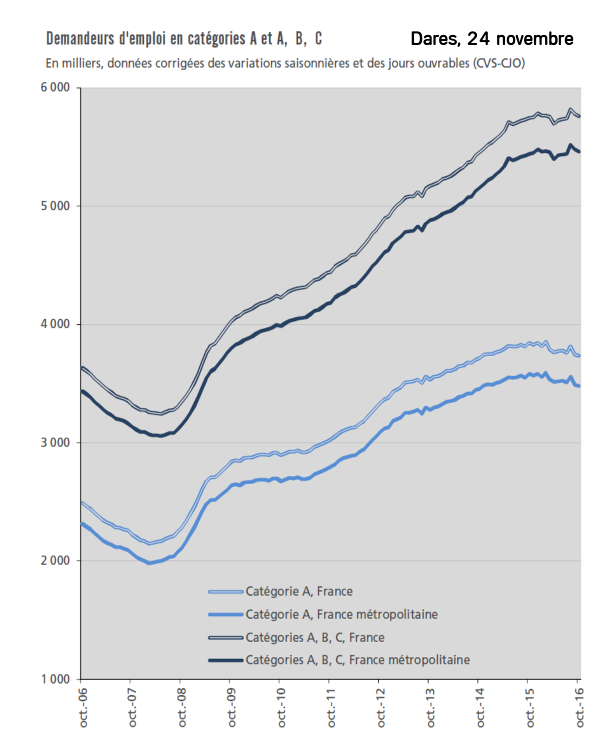
Le parti du grand capital choisit l'émule de Thatcher

En mai prochain, la bourgeoisie compte bien profiter de l'affaiblissement du PS pour pouvoir placer à la tête de l'État un fondé de pouvoir issu d'une de ses organisations, soit LR soit le FN, avec une préférence pour LR, le parti du grand capital. C'est précisément ce à quoi viennent de s'exercer les candidats pour la désignation du candidat « de la droite et du centre » pour l'élection présidentielle.

C'est ainsi François Fillon, admirateur de Margaret Thatcher, qui a voté en 1982 contre la dépénalisation de l'homosexualité, opposant au traité de Maastricht en 1992, ministre de Chirac de 1986 à 1988, de 1993 à 1997, de 2002 à 2005, Premier ministre de Sarkozy de 2007 à 2012, bigot catholique pour qui *« il y a un problème avec l'islam »* (*Le Point*, 30 septembre) qui s'est imposé.

Fillon a proposé l'offensive la plus ample et la plus rapide contre la classe ouvrière. Il était soutenu par les plus réactionnaires, parmi lesquels les organisateurs des manifestations homophobes contre le mariage pour tous comme Sens commun, le site conspirationniste Salon belge, les fascistes de Riposte laïque, par l'ancien directeur de *Minute* et ancien conseiller de Sarkozy Buisson, par le fondateur de la Ligue du Sud et ancien maire FN Bompard, par l'ancien cadre du FN et fondateur du Parti pour la France Lang, par l'ancien conseiller de Marine Le Pen Chauprade…

Fillon a bien conscience que s'il est élu président de la République, l'application de son programme (suppression de la durée hebdomadaire du temps de travail, 39 heures payées 37 dans la fonction publique, suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, retraite à 65 ans, allocation sociale unique, baisse de 40 milliards des cotisations patronales, privatisation de l'assurance maladie…) suscitera des résistances ouvrières. Il se félicite d'avoir réprimé les manifestations pour la sauvegarde des retraites en 2010 : *« Nous, on a envoyé la gendarmerie, cela s'est très bien passé. S'il faut le faire, on le refera ! »* (*Mediapart*, 6 septembre). Il veut frapper fort en misant sur le discrédit des directions syndicales : *« les organisations syndicales n'ont plus la force pour accomplir les blocages dont elles menacent. Personne ne peut vraiment dire que le pays*



était bloqué avec la loi El Khomri ! » (*Mediapart*, 6 septembre).

Le parti fascisant compte tirer les marrons du feu

Quant au FN, Marine Le Pen sait que ses chances ont été accrues avec le référendum britannique pour la sortie de l'UE et l'élection américaine de Trump tout aussi xénophobe et protectionniste qu'elle. Elle prétend concilier les intérêts des petits patrons qui aiment voir trembler leur main-d'oeuvre et ceux des salariés précarisés et paupérisés par le capitalisme qui cherchent les coupables dans l'UE, les réfugiés et les musulmans.

Le FN oppose le capital « national » (réputé industriel) au capital « cosmopolite » (qui serait financier) comme si l'un ne conduisait fatalement pas à l'autre. Elle oppose les travailleurs français aux travailleurs étrangers, pour mieux exploiter tous les travailleurs au compte du capital national.

Le FN trompe les travailleurs à double titre lorsqu'il prétend que ses ancêtres ont participé avec le Conseil national de la résistance à l'élaboration de la Sécurité sociale, d'une part parce que les fondateurs du FN étaient des nostalgiques du régime fasciste de Pétain et du 3e Reich qui assassinait les militants ouvriers, les Juifs et les résistants, et d'autre part parce que les travailleurs ont arraché les conquêtes politiques et sociales de 1944-1945 en luttant contre les patrons et en prenant les armes. Toutes choses que redoutent tout autant Le Pen que Fillon.

La classe ouvrière n'a rien à espérer de l'élection présidentielle

1944-1945 a prouvé, comme auparavant 1789-1792, 1848, 1871, que si les libertés démocratiques sont indispensables pour débattre, lutter et s'organiser, aucune élection, législative ou présidentielle, ne peut changer le monde. Seules des révolutions le font. Une campagne électorale et l'action de représentants des travailleurs dans un parlement sont utiles pour renforcer le parti ouvrier révolutionnaire, pour préparer la révolution socialiste, la prise du pouvoir par les producteurs. Or, aucune candidature ne se situe sur ce terrain qui est rendu plus difficile par la multiplication des conditions de présentation et les restrictions à l'expression des candidats à la télévision.

Le NPA et LO ont le mérite de ne pas semer d'illusions sur la présidentielle, mais ils en nourrissent sur la bureaucratie syndicale corrompue de la CGT et sur l'ancien parti stalinien PCF. Ni Poutou, ni Arthaud n'avancent un programme révolutionnaire : expropriation du grand capital, armement du peuple, destruction de l'État bourgeois, gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe, socialisme mondial.

Le PS est de nouveau en crise pour sa gestion loyale du capitalisme français. Tous ses candidats ont trempé dans la politique de Hollande. Le PCF, malgré son refus, cette fois-ci, de participer à ses côtés au gouvernement, se situe sur un terrain identique (la défense de « la France », le renforcement de l'État bourgeois), ce qui le plonge dans un marasme inédit et l'empêche de présenter son propre candidat.

Il en est réduit à se raccrocher à Mélenchon qui s'est proclamé sauveur suprême par-dessus la tête de son propre parti, le PdG. Si le Bonaparte de gauche admirateur de feu le colonel Chavez était aux côtés des travailleurs en lutte, il n'affirmerait pas qu'il existe une *« grande osmose entre la population et sa police »* (*La France insoumise*, 21 octobre) qui les matraque. S'il était du côté des opprimés, il n'aurait pas dit que *« le burkini est une provocation politique »*, (*Le Monde*, 24 août) ni qu'il *« n'a jamais été pour la liberté d'installation »* (*Le Monde*, 24 août). S'il était internationaliste, il n'accuserait pas *« l'Europe à l'Allemande de tout bloquer »* (*Le Monde*, 24 août) mais sa propre bourgeoisie. S'il était contre l'impérialisme et ses guerres il ne serait pas un ami du marchand d'armes Dassault et surtout il n'aurait pas voté au Parlement européen pour la guerre en Libye…

Pour un nouveau parti, révolutionnaire et internationaliste

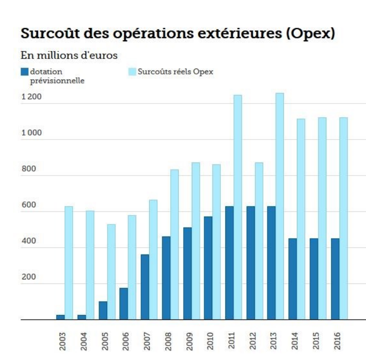
Les chefs syndicaux (Martinez, Mailly…), en acceptant de discuter toutes les attaques et en sabotant la lutte de classe démoralisent les travailleurs. Les politiciens « réformistes », en ayant gouverné au compte de la minorité capitaliste (Mélenchon, Valls, Montebourg, Hamon, Peillon), en désignant comme adversaires l'Allemagne et l'UE (Mélenchon), en s'en prenant aux étrangers (Valls, Mélenchon), les divisent et en envoient certains dans les bras de leurs ennemis, LR et FN.

Un vent mauvais souffle. L'urgence est de s'organiser dans les syndicats et les organisations politiques du mouvement ouvrier, de regrouper l'avant–garde afin de proclamer au plus vite une organisation nationale communiste internationaliste qui se donne pour but de construire un véritable parti ouvrier, qui affronte les dirigeants traîtres, qui oriente les combats contre le capital et son État, qui aide à l'auto-organisation, qui défende ouvertement le programme de la révolution prolétarienne, qui contribue à créer l'internationale ouvrière révolutionnaire.

> *Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste !* (Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847)

8 décembre 2016

Pour l'armée, pas d'austérité



Alors que l'austérité s'aggrave pour les dépenses sociales, le militarisme explose. Le budget 2017 prévoit 32,7 milliards pour « la défense », soit 600 millions d'euros de plus qu'en 2016, avec une création de 400 emplois. En sus, il faudra financer le surcoût des interventions militaires à l'étranger (Opex) dont les dépenses excèdent toujours les prévisions.

> *Le coût de ces opérations extérieures (Opex) devrait s'établir entre 1,1 et 1,2 milliard d'euros en 2016. Ce chiffre vient confirmer un peu plus combien François Hollande s'est engagé pendant son quinquennat sur un terrain sur lequel on ne l'attendait pas forcément, celui des offensives militaires à l'étranger.* (*Les Échos*, 20 octobre 2016)

Près de 1 600 bombes et missiles ont été tirés depuis cette date par les avions français sur la Syrie et l'Irak. Pourtant, contrairement à la Libye où l'armée française occupait une place centrale dans le dispositif impérialiste, la France n'est qu'une composante subalterne de la coalition occidentale sous direction américaine.

Le prix des munitions est stupéfiant : 50 000 euros pour la bombe américaine GBU qui équipe les Mirage et les Rafale, 200 000 euros pour chaque missile français multicible AASM sur Rafale, 850 000 euros pour un missile de croisière européen Scalp. Une semaine de mission du porte-avions Charles de Gaulle coûte près de 4,5 millions d'euros. Il faut compter les transports, les primes des militaires de métier, le carburant, les contrats juteux pour des entreprises privées au titre de l'externalisation.

Si l'on ajoute les autres interventions extérieures publiquement assumées (opération Sangaris en Centrafrique terminée en octobre ; opération Barkhane au Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie toujours en cours), le coût officiel des opérations militaires françaises à l'étranger atteindrait cette année 1,2 milliard de dollars. Il faut y ajouter le front intérieur (opération Sentinelle de 10 000 militaires pour habituer, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, la population française à voir l'armée de métier quadriller les villes) et l'intervention militaire en Libye, dissimulée à l'Assemblée nationale et à la population française.

Le Drian a chiffré à 830 millions d'euros le surcoût des opérations extérieures et intérieures (Opex et Opint) par rapport à ce qui avait été initialement prévu au budget de l'État (450 millions pour les Opex en 2016).

Le surcoût des Opex est financé en prélevant sur les autres budgets. Donc, les chiffres des budgets votés par l'Assemblée nationale à l'automne et présentés à l'opinion sont faux : le militarisme coûte plus que ce qui est annoncé et l'austérité est aggravée pour les postes qui servent la population.

Le FN, créé par le pire de l'armée française (les tortionnaires en Algérie), réclame encore plus d'impôts payés par les travailleurs salariés pour financer l'armée de professionnels contre-révolutionnaires.

> *Ce projet de Loi de finances est évidemment largement en dessous des ressources budgétaires qu'il faudrait accorder au budget de la Défense en général. Pour le FN-RBM, et pour Marine Le Pen, c'est en effet un véritable sursaut qui serait nécessaire pour combler le décalage considérable qui s'est peu à peu installé entre les missions dévolues à nos forces et les moyens qui leur sont affectés ; et c'est, à court terme, l'objectif de 2% du PIB qu'il faut viser.* (FN, *Communiqué*, 24 octobre 2016)

Les dépenses militaires ne servent pas à produire d'autres biens, ni à satisfaire les besoins de l'humanité. Elles sont un gaspillage social, voire des forces destructives des êtres humains et de leurs équipements (logements, raffineries, usines, infrastructures…).

Aucune des multiples guerres décidées par Hollande et le PS, menées par l'armée impérialiste au compte des grands groupes capitalistes français n'est progressiste. Pourtant, le PCF défend lui aussi l'armée de la bourgeoisie.

> *Nos forces conventionnelles ne disposent pas des matériels modernes dont elles ont besoin… Nous avons besoin d'une armée conventionnelle, d'une marine, d'une aviation et d'une armée de terre qui permettent d'assurer réellement la sécurité et la souveraineté de notre pays, de ses abords et de sa zone économique exclusive. Au quotidien, nos militaires manquent de tout et nos matériels ne sont que les fantômes de ce qu'ils furent. Il est temps que l'on s'en rende compte et que l'on y remédie.* (Jean-Jacques Candelier, député PCF, *Intervention*, 2 novembre 2016)

Être vraiment socialiste ou communiste, c'est militer pour la défaite de son propre impérialisme, pour la fermeture des bases militaires à l'étranger, c'est exiger que toutes les organisations ouvrières luttent pour le retrait des troupes françaises des autres pays et se prononcent pour l'armement du peuple.

22 novembre 2016

Les policiers bafouent leur légalité
et le gouvernement « socialiste » leur cède


Rennes, 31 mars / photo Jean-François Monier AFP

Depuis le début d'octobre, des manifestations de policiers se déroulent sans autorisation. Bien que le nombre de manifestants soit faible (environ 3 000 sur l'ensemble du pays), ce que les médias ont appelé la « *grogne des policiers* » est grosse de dangers pour la classe ouvrière.

> *L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État.* (Vladimir Lénine, *L'État et la Révolution,* août 1917)

Des pas vers le militarisme et l'État policier

Le président PS et le gouvernement PS-PRG-PE auront considérablement renforcé l'État au détriment des libertés. Après les attentats, ils ont organisé l'union nationale, du Medef à Solidaires et la CGT, du PCF au FN, ce qui a justifié l'état d'urgence (et qui a conduit le pitoyable chanteur Renaud à *« embrasser un flic »*). La République française mène plusieurs guerres. Elle autorise l'espionnage de la population. Elle procède à des assassinats secrets à l'étranger. L'armée patrouille dans les villes. Le gouvernement fait matraquer par les policiers les migrants, les manifestants salariés et étudiants.

Pour la santé publique, l'austérité ; pour les espions et les policiers, la prodigalité. Le budget de la seule Police nationale s'élève pour cette année 2016 à plus de 19 milliards d'euros (Assemblée nationale, *Loi de finance de 2016*, 8 octobre 2015), auquel il faut ajouter les différentes rallonges allouées par le gouvernement : 865 millions d'euros supplémentaires pour la rémunération des policiers et des gendarmes sur la période 2016-2020 octroyés par le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve en avril, ainsi que 250 millions supplémentaires annoncés en octobre, en partie sous la forme d'une hausse de 15 % des ressources de la police prévues dans le budget 2017.

> *Une politique globale et résolue en faveur de la sécurité des Français depuis 2012 nous a d'abord conduit à recréer 9 000 postes de policiers et de gendarmes sur la durée du quinquennat. Elle nous a permis de conclure au printemps dernier avec les organisations syndicales et les instances de concertation de la gendarmerie, à l'issue d'une négociation extrêmement dense, une feuille de route sociale d'un montant de 865 millions d'euros sur la période 2012-2020 pour la revalorisation des carrières des forces de sécurité. Elle nous a enfin permis d'amorcer l'indispensable remise à niveau des équipements de ces forces, qui avaient été gravement laissés en déshérence par le passé. Il était normal que, dans le contexte de menace terroriste extrêmement élevée auquel notre pays est confronté, nous ayons privilégié dans un premier temps la reconstruction des moyens de notre renseignement intérieur, dans lequel près de 2 000 postes auront été créés, dans le cadre de plusieurs plans antiterroristes, et l'équipement des primo-intervenants, particulièrement exposés lors des attaques terroristes. C'est pourquoi nous avons mis en oeuvre le plan pour la modernisation des moyens des policiers des BAC et des gendarmes des PSIG.* (Ministère de l'Intérieur, 26 octobre)

La justice n'a jamais autant condamné, ni emprisonné : entre 2001 et 2012, le nombre de détenus a augmenté de 35 %. Depuis décembre 2015, les policiers ont le droit de porter leur arme en permanence. La loi du 3 juin 2016 a élargi les conditions d'ouverture du feu. En octobre, le gouvernement a recréé une garde nationale. Le budget 2017 prévoit 2 milliards d'euros supplémentaires pour la défense, la justice et la police.

Même pas reconnaissants !

Ce gouvernement de collaboration de classes est à bout de souffle et les défenseurs de la bourgeoisie ne lui savent pas gré des services rendus. Le 17 octobre, 400 policiers, en armes et à bord de leurs véhicules de service, sirènes hurlantes, ne craignent pas de perturber la circulation aux Champs-Élysées, sans autorisation préfectorale. Le prétexte est l'agression violente, commise par des trafiquants de drogue, de policiers à Viry-Châtillon (Essonne) le 8 octobre.

Les chefs de file des députés LR et UDI, Jacob et Vigier, estiment que la manifestation est un signe de *« ras-le-bol »* et de *« désespoir »*. Ciotti, secrétaire général adjoint des Républicains, apporte son soutien aux policiers *« exprimant une nouvelle fois leur ras-le-bol face au manque de considération persistant de l'exécutif »*. Le parti politique de la famille Le Pen n'est pas en reste.

> *Le Front National apporte son total soutien aux policiers. Leur colère est légitime devant le laxisme inouï des gouvernements successifs avec les délinquants et les criminels qui pourrissent la vie des Français et transforment les forces de l'ordre en cibles à abattre. La société française a besoin d'ordre républicain et d'autorité pour retrouver l'apaisement... Les policiers doivent en outre bénéficier de la présomption de légitime défense... et pou-*

> *voir compter sur le soutien moral et politique de leur hiérarchie.* (FN, *Communiqué*, 18 octobre)

Ce n'est pas la première fois que les policiers manifestent en se moquant de la légalité qui est invoquée par tous les « républicains » pour cadenasser la classe ouvrière et la jeunesse.

- Peu avant le coup d'État qui donne le pouvoir au général De Gaulle, le 13 mars 1958, 7 000 policiers marchent à l'Assemblée nationale pour réclamer « une prime de danger ». Le député Jean-Marie Le Pen tente de les y faire entrer.
- Après l'élection d'un président PS en 1981 et la constitution d'un gouvernement PCF-PS-MRG (avec Badinter comme ministre de la Justice), 2 500 policiers se dirigent le 13 juin 1983 vers l'Élysée et le ministère de l'Intérieur place Beauvau aux cris de *« Badinter assassin ! »*.
- En octobre et décembre 2001, plusieurs manifestations de policiers (et de femmes de gendarmes, qui relèvent de l'armée) ont lieu contre le gouvernement PCF-PS-Verts.
- Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2012, un policier est mis en examen après avoir tué un prévenu d'une balle dans le dos. En armes, gyrophares allumés, sur les Champs-Élysées, ses collègues réclament *« l'assouplissement des règles de légitime défense »*.

9 jours après les faits, il ne s'agit plus de la spontanéité initiale des collègues du commissariat d'Évry. Les principaux syndicats de policiers sont débordés par le parti fascisant et des groupes fascistes qui y sont politiquement majoritaires : si le syndicat dirigé par le FN (FPIP) avait obtenu en 2014 moins de 4 % des votes aux élections professionnelles, aujourd'hui 56,2 % des policiers et militaires se disent prêts à voter Le Pen à la présidentielle de 2017 (CEVIPOF, mai 2016).

Ceux qui voient la « révolution » débuter dans les commissariats

Pourtant, dans le mouvement ouvrier, des opportunistes congénitaux considèrent les policiers comme des salariés ordinaires et se réjouissent d'une prétendue lutte contre l'austérité qui annoncerait même la révolution.

> *Le FN n'est pas en mesure de prendre la tête de l'actuelle fronde des policiers dont la plupart n'entendent pas être « récupérés » par quelques partis que ce soit et sont conduits, de fait, à se heurter avec la politique de réduction des dépenses de l'Etat. Comble de cet Etat policier qui ne peut entretenir décemment ...la police !... Ainsi, le policier du rang se voit subitement réduit à la condition de simple salarié à laquelle il pensait se soustraire. Il subit la même misère salariale que tout fonctionnaire de catégorie C... Cette fronde va à l'encontre de la rigueur budgétaire et ...à l'encontre de l'Etat d'urgence... Nous y voyons un des signes avant-coureur de la crise révolutionnaire qui couve dans ce pays...* (GlC, *Tout commence à s'effondrer*, 23 octobre, orthographe d'origine)

Le groupe La Commune (GlC) confond la crise du principal parti ouvrier bourgeois et l'agonie du gouvernement avec un ébranlement de la classe dominante et de l'État. Bizarre *« crise révolutionnaire »* sans émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire, après la défaite du mouvement contre la loi travail, avec la montée électorale ininterrompue du FN, l'insoumission policière animée par ce dernier... En quoi *« la fronde »* des policiers va-t-elle *« à l'encontre de l'état d'urgence »* ? Elle s'inscrit au contraire dans la marche au militarisme et à l'État policier dont l'état d'urgence est un aspect.

Le lambertisme n'avait pas vu venir la crise révolutionnaire de 1968, malgré la situation mondiale et de multiples signes annonciateurs en France ; depuis cinquante ans ses successeurs (PdG, POID, POI, GlC...) prédisent l'apocalypse à la 5e République, quelle que soit la conjoncture, quelle que soit la situation concrète [voir *Cahier révolution communiste* n° 9]. Preuve que ce radicalisme n'est que de façade, les lambertistes ne déduisent nullement qu'il faut construire un parti ouvrier *révolutionnaire*. Ils se donnent pour but, au contraire, un vague « parti des travailleurs » ou « parti ouvrier indépendant ».

Les fascistes à la manoeuvre

Qui peut croire que *« l'extrême-droite »* est simple spectatrice de l'insoumission présente ? Même le premier secrétaire du PS sait à quoi s'en tenir.

> *Nous avons vu la patte du FN dans les manifestations hors la loi qui se sont déroulées avec les forces de l'ordre hier.* (Jean-Christophe Cambadélis, point-presse du PS, 19 octobre)

Dans un premier temps, le gouvernement PS-PRG-PE qui est la tête de l'État qu'est censée servir la police tente de rappeler les règles en vigueur. Le 18 octobre, le ministre de l'Intérieur Cazeneuve déclare : « *Défiler avec des voitures de police et des gyrophares n'est pas conforme à ce qu'est la déontologie de la police dans la République* ». L'IGPN est chargée d'enquêter sur ces indisciplines par le directeur général de la police nationale Falcone.

La réponse est de nouvelles manifestations le 18 octobre dans toute la France (Paris, Marseille, Toulouse, Nice, Clermont-Ferrand, etc.) malgré l'état d'urgence et l'interdiction par la loi de manifester. 400 policiers chahutent Falcone au commissariat d'Évry. Le 19 octobre, le gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve annonce une concertation dans chaque département. Le président en personne annonce le 20 octobre qu'il recevra prochainement les syndicalistes de la police.

Rien n'y fait, les manifestations se poursuivent, se généralisent, réclament la démission du ministre PS Cazeneuve. LR et le FN continuent à souffler sur les braises.

Donnant chaque année un lourd tribu pour la sécurité de nos concitoyens, les policiers comme les militaires de la gendarmerie ne sont plus en mesure d'assurer pleinement leurs missions. Comment pourrait-il en être autrement quand une politique pénale dévitalisée de toute forme de sanction, a libéré des multirécidivistes et accentué l'inexécution des peines ? Force est de constater que jamais l'autorité de l'État n'avait autant reculé que sous le quinquennat de François Hollande, au grand avantage de la « voyoucratie ». (LR, *Communiqué*, 20 octobre)

Symboles de l'engagement au service des autres, et cela bien souvent au prix de sacrifices personnels et familiaux, nos policiers sont confrontés à des restrictions budgétaires constantes... Le Front National les soutient infailliblement et tient à rappeler que seule la tolérance zéro, dont notre police sera le fer de lance avec l'entier soutien de la nation, permettra d'éviter que la loi de la jungle s'abatte sur notre pays. (FN, *Communiqué,* 21 octobre)

Un métier moins dangereux que ceux du bâtiment

« Lourd tribu » dit LR, *« cibles à abattre »*, dit le FN. Si l'agression de Viry-Châtillon choque légitimement, le métier de policier ne compte pas parmi les plus dangereux. En 2015, six membres de la police nationale ont trouvé la mort en exerçant leur profession, dont un tiers (deux) sur les trajets de leur domicile au travail ; en 2014, onze (Office national de la délinquance et des réponses pénales, octobre 2016). Sur 6 714 policiers blessés en 2015, la moitié (3 317) ont été victimes de blessures par accident, dont 1 583 liées à l'entraînement.

Les pompiers sont frappés d'une mortalité du même ordre : 8 en 2013, 4 en 2014, 6 en 2015, pour un effectif équivalent à la police nationale (Ministère de l'Intérieur, 2016). La profession la plus dangereuse est la pêche : 20 marins meurent en moyenne par an. Selon les dernières statistiques disponibles, il y a eu 87 décès d'ouvriers agricoles en 2014 (Mutualité sociale agricole, 2016) ; il y a eu 20 morts dans la chimie en 2013, 43 dans l'industrie agro-alimentaire, 50 dans la métallurgie, 115 dans le transport, 145 dans le bâtiment et les travaux publics (Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, 2014). Certes, les salariés du BTP restent, au moins pour l'instant, heureusement plus nombreux (environ 1,5 million) que les policiers nationaux (150 000) et les gendarmes (100 000), mais cela fait 9,7 décès par an pour 100 000 travailleurs du bâtiment, contre une moyenne de 4 décès par an pour 100 000 policiers.

Bien que leur métier soit moins dangereux que celui des marins-pêcheurs, des ouvriers agricoles et des ouvriers du bâtiment, les policiers sont mieux payés, à qualification égale.

En ce qui concerne le temps de travail, l'écrasante majorité relève d'horaires appelés « régimes cycliques » dont le temps de travail moyen annuel est bien inférieur à celui imposé à l'ensemble des fonctionnaires (1 607 heures) : par exemple 1 536 h 38 mn pour le cycle 4/2 de jour et 1 416 h 38 mn pour le cycle 4/2 de nuit. Alors que la loi El Khomri, entre autres dispositions, réduit le paiement des heures supplémentaires, celles effectuées par les policiers leurs sont compensées selon un ratio allant de 100 % à 300 %.

Ainsi, dans les services chargés de la sécurité publique, une heure récupérable correspond en moyenne à 38 minutes de travail effectif. (Cour des comptes, *Police et gendarmerie nationales : dépenses de rémunération et temps de travail,* mars 2013)

Les « réformistes » compatissent

Depuis des décennies, les policiers (et les douaniers) persécutent les migrants, détruisent les camps de ceux qui s'organisent eux-mêmes (Roms, réfugiés)... Au cours du premier semestre, les policiers ont agressé les travailleurs et les étudiants qui manifestaient ou bloquaient des raffineries et, en prime, plus d'un(e) journaliste. Pourtant, ils reçoivent l'appui des chefs de la CGT (Martinez) et de FO (Mailly).

« Bien sûr que oui, nous condamnons toutes les violences », a déclaré le numéro un de la CGT sur France 2, invité à dire s'il condamnait celles visant les forces de l'ordre... « En même temps, il y a eu des violences policières », a-t-il souligné, tout en ajoutant qu'elles « peuvent s'expliquer ». Il a évoqué l'absence d'ordres donnés aux policiers pour contenir les débordements et les sous-effectifs. « C'est pour cela que la CGT police manifestera aussi mercredi » avec les gardiens de la paix, appelés par l'ensemble de leurs organisations à se rassembler à Paris pour dénoncer la haine anti-flic. (*AFP,* 12 mai)

« Moi je ne remets pas en cause les policiers », a déclaré Mailly sur RTL, rappelant qu'il avait condamné l'affiche controversée d'un syndicat... « ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain », a expliqué le leader de FO. « Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manifs aujourd'hui, l'Euro 2016 demain », a-t-il ajouté... « Donc je n'incrimine pas les policiers », a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre la haine anti-flic. (*AFP,* 16 mai)

Au printemps, seule la confédération Solidaires a dénoncé la répression policière et tenté de protéger les cortèges des jeunes. Aujourd'hui, face aux manoeuvres réactionnaires et fascistes, tous les réformistes et légalistes plaignent les flics.

> *Le PCF condamne l'agression des policiers et soutient les rassemblements.* (PCF, *Communiqué*, 10 octobre 2016)

> *La dégradation de la situation que dénoncent les policiers est celle subie dans toutes les cités, dans tous les quartiers... Ils sont en première ligne pour constater la dégradation sociale et, au sens propre comme au sens figuré, la prendre en pleine figure.* (LO, *Manifestations de policiers : société violente*, 19 octobre)

> *Les policiers de base subissent certaines des conditions que connaissent trop bien tous les travailleurs.* (CR-L'Étincelle, *Mais que fait la police ?,* 24 octobre)

> *Les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires.* (LO, *Policiers mécontents : l'impasse du tout-répressif,* 26 octobre 2016)

En 2001, LO avait ouvertement soutenu les manifestations de policiers et de gendarmes ; en 2005, elle demandait plus de policiers.

En 2016, le PCF et LO, assimilent les policiers aux enseignants et aux soignants. Ce ne seraient pas les sans-abri, les sans-papiers, les chômeurs non indemnisés, les femmes à temps partiel contraint, les travailleurs précaires qui prendraient les premiers, en pleine figure, les effets du capitalisme, mais les policiers. Le PCF , LO et compagnie oublient l'essentiel.

> *Coupée du peuple, constituant une caste professionnelle fermée d'hommes dressés à sévir contre les pauvres, d'hommes relativement bien payés, la police demeure infailliblement, dans toutes les républiques démocratiques où règne la bourgeoisie, l'instrument, le rempart, le bouclier le plus sûr de cette dernière. Des réformes sérieuses, radicales, en faveur des masses laborieuses ne peuvent pas être effectuées avec son aide. C'est objectivement impossible.* (Vladimir Lénine, *Ils ont oublié l'essentiel,* mai 1917)

Les partis issus de la classe ouvrière qui gouvernent (PS), qui ont gouverné (PCF) ou qui veulent gouverner dans le cadre du capitalisme (PdG) capitulent tous, une fois au pouvoir, devant les exigences des groupes capitalistes et des grandes fortunes. Si bien que le chômage, la précarité, l'inégalité, la pauvreté et la discrimination ravagent les quartiers les plus pauvres des grandes agglomérations. Tous les partis sociaux-impérialistes sont d'accord sur un point : il faut davanatage de police.

> *L'épuisement trouve ses sources dans le rythme terrible qui est imposé aux effectifs de Police... D'abord, il faut embaucher, renforcer le nombre et la présence quotidienne de la Police Nationale dans tous les territoires...* (PCF, *Communiqué,* 24 octobre)

> *Il faut que le ras-le-bol au sein de la police ait atteint un point critique pour que des policiers se risquent à des manifestations en service qui pourraient leur coûter cher disciplinairement... Le Parti de Gauche est convaincu qu'un renforcement significatif des effectifs de police dédiés à la sécurité publique et un investissement massif sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail des policiers et l'accueil du public. Une fois de plus, l'austérité est l'ennemie de la Police et de sa mission d'intérêt général.* (PdG, *Communiqué*, 23 octobre)

Pour une France soumise, l'ancien cacique du PS et ministre de Jospin, candidat à l'élection présidentielle d'avril 2017 (avec le soutien du PdG, du PCF, de la GR, du secrétaire de la CGT Police...) chiffre même à 10 000 le recrutement.

> *Policiers, militaires, juges, nombre d'entre nous ont compris que les « pareil au même », les « pire en pire » que sont les siamois du Paris socialiste et des Républicains ont amené l'État à ce point de décomposition, ont gesticulé et utilisé si irresponsablement votre autorité, au point que la majorité d'entre vous n'a plus confiance en eux.* (Jean-Luc Mélenchon, 11 novembre)

Les corps de répression, de toujours, rejettent le PS et le PCF. La nouveauté est ailleurs : la majorité bascule de LR au FN.

Le gouvernement obtempère

Le 23 octobre, Falcone annonce la restriction des missions, de nouveaux équipements et la rénovation des commissariats. L'une des revendications des policiers est la fin des gardes de personnalités, de lieux, de prévenus à l'hôpital, de transport de prévenus... Ces tâches devraient revenir, moyennant argent public, aux sociétés de sécurité privées dont l'effectif a explosé. Il s'agit d'un terrain de profits, d'entraînement et de recrutement pour des fascistes comme Halvard Couasnon patron de Colisée Sécurité ou Axel Loustau, gérant de Vendôme Sécurité, tous deux proches de Marine Le Pen et anciens du GUD fasciste.

Les syndicats Alliance, Synergie & UNSA essaient de reprendre la main en convoquant des manifestations le 25 octobre, mais c'est peine perdue.

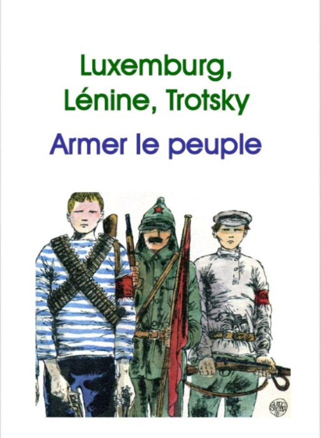
> *Mardi, le rendez-vous donné devant les palais de justice par une intersyndicale n'a que peu mobilisé : les policiers étaient environ 150 à Paris, une centaine à Bobigny et à Bordeaux, et quelques dizaines*

> *dans d'autres villes comme Lille, Toulouse, Marseille, Lyon, Rennes, Nice ou encore Carcassonne.* (*Le Monde*, 27 octobre)

FO obtient à peine plus de succès le lendemain, en faisant entonner la même *Marseillaise* et demander aussi la mise en place d'un État policier.

> *Plusieurs centaines de policiers ont défilé ce mercredi 26 octobre à la mi-journée dans plusieurs villes de France en revendiquant plus de moyens, des peines plus sévères et une révision des règles de la légitime défense… Si ces manifestations ne revendiquaient officiellement aucune affiliation syndicale, elles correspondent à l'appel lancé pour une « marche de la colère policière et citoyenne » à midi par le syndicat Unité SGP police-FO… À Toulouse, les 150 manifestants ont été rejoints par le maire (LR) Jean-Luc Moudenc.* (*Huffington Post*, 26 octobre)

Le 26 octobre, le président en personne reçoit les syndicalistes de la police au palais de l'Élysée. Le gouvernement de collaboration de classes cède, comme il l'a fait précédemment devant le grand capital, les petits patrons bretons du transport routier, les paysans, les médecins libéraux… ce qui contraste avec son intransigeance envers les salariés et avec sa violence (exercée précisément par l'intermédiaire de la police) à l'égard des migrants, des squatteurs et des manifestants contre le projet de loi Hollande-El Khomri.



brochure du GMI, 2 euros

> *À l'issue d'une rencontre de François Hollande avec les syndicats policiers, le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve a rendu public un plan budgété à 250 millions destiné à éteindre le mouvement de colère des policiers. Le ministre a ouvert la voie à une nouvelle réforme de la légitime défense pour les policiers et gendarmes (après celle de juin 2016 leur permettant déjà de tirer en cas de « périple meurtrier » d'un tueur ne les menaçant pas directement), indiquant que le Parlement sera saisi dès fin novembre de propositions « pour un examen rapide ».* (*Mediapart*, 26 octobre)

Les manifestations policières se poursuivent, prenant une coloration toujours plus réactionnaire.

> *C'est la sixième manifestation des policiers lyonnais… Les policiers maintiennent la pression sur le gouvernement en demandant des mesures sécuritaires plus fortes que celles annoncées la semaine dernière… Les slogans entendus dans le cortège étaient d'ailleurs plus empruntés au Front National ou aux nationalistes qu'à Alliance Police ou Unité SGP, avec notamment « Hollande démission, la racaille en prison » et « Français, réveillez-vous, on est chez nous ».* (*Lyon Mag*, 5 novembre)

Toujours et partout, les partis fascistes qui veulent en finir avec les libertés démocratiques et le mouvement ouvrier, instaurer le totalitarisme sont appuyés par le corps des officiers et la police.

Un pilier de l'État bourgeois

Les bureaucraties syndicales et les partis ouvriers-bourgeois se font les avocats de la police parce qu'ils sont liés à l'État bourgeois qui est la garantie des rapports d'exploitation capitalistes et de la domination impérialiste. Le fait de syndiquer les mercenaires de la bourgeoisie affaiblit les travailleurs et renforce la minorité exploiteuse. Le message clair envoyé par les partis « réformistes » et les chefs syndicaux actuels à la classe dominante est : nous nous plions aux limites que vous fixez aux luttes.

> *Un mouvement de colère bien légitime au regard des conditions de travail indignes d'une démocratie saine.* (SUD Intérieur, *Policiers en colère : ne pas se tromper de combat !*, 24 octobre)

La CGT-Police souhaite « *des renforts de personnels de tous corps* » et « *le matériel en adéquation avec nos missions* ». Elle aboie même avec les fascistes : « *réforme de la légitime défense pour éviter que ce soit la loterie au tribunal et qu'elle soit applicable dans la réalité et pas seulement en théorie* ». (CGT Police, *À quelle manifestation la CGT Police apporte son soutien ?*, 25 octobre).

Les bureaucrates syndicaux baptisent « revendications » les réclamations de moyens supplémentaires pour réprimer. Ils blanchissent les exécutants de la violence étatique contre le prolétariat et les opprimés.

> *Ceux que nous montrons du doigt, ce sont ceux qui donnent l'ordre de frapper sur les manifestants, et non pas ceux qui appliquent les ordres.* (Philippe Martinez, CGT, 19 avril)

Le gouvernement et la police sont deux faces du même État bourgeois. S'il n'y avait pas d'appareil répressif de l'État (tribunaux, prisons, polices, armées), tout gouvernement serait impuissant.

> *L'énorme parasite gouvernemental enserre le corps social comme un boa constrictor dans les mailles universelles de sa bureaucratie, de sa police, de son armée permanente, de son clergé et de sa magistrature.* (Karl Marx, *2e brouillon de l'Adresse de l'AIT sur la Commune de Paris,* 1871)

D'ailleurs, les gouvernements bourgeois passent, la police bourgeoise demeure.

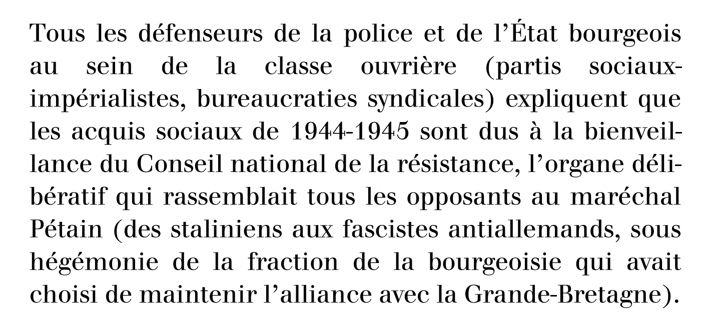
> *C'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'État capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. Au cours des dernières années, ces policiers ont dû affronter beaucoup plus souvent les ouvriers révolutionnaires que les étudiants nazis. Une telle école n'est pas sans laisser de trace. Et l'essentiel est que tout policier sait que les gouvernements changent, mais que la police reste.* (Lev Trotsky, *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne,* janvier 1932)

Ainsi, la police, la gendarmerie et l'armée françaises ont traversé, avec une belle continuité, tous les régimes politiques du 20e siècle :

- la 3e République (née de l'écrasement de la Commune de Paris en 1871) massacrant par milliers les indigènes des colonies françaises ; tuant 5 manifestants antifascistes sous le Front populaire à Clichy en avril 1937 ; emprisonnant par milliers les réfugiés fuyant les régimes fascistes d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne…
- le régime fasciste de Pétain (mis au pouvoir en 1940 par la chambre du Front populaire, dont la majorité des députés PS-SFIO) emprisonnant des milliers de militants du mouvement ouvrier, les livrant par centaines aux nazis, déportant des dizaines de milliers de Juifs (y compris les enfants que ne demandaient pas les nazis) ;
- la 4e République (installée par les États-Unis, le général De Gaulle et le PCF), assassinant des centaines d'Algériens en 1945 (sur l'ordre direct de De Gaulle), de Malgaches en 1947, des milliers d'Indochinois de 1945 à 1954, agressant les travailleurs lors de la grève générale de 1947, torturant des milliers d'Algériens, en tuant des centaines de milliers de 1954 à 1958…
- la 5e République (née d'un coup d'État militaire organisé par De Gaulle) tuant 3 manifestants en Martinique en décembre 1959, sous De Gaulle ; arrêtant et torturant les ouvriers algériens, en assassinant plus d'une centaine en octobre 1961, sous De Gaulle ; assassinant 120 personnes après une grève du bâtiment en Guadeloupe en 1967, sous De Gaulle ; matraquant les jeunes en mai 1968 et les grévistes en juin, causant 5 morts, sous De Gaulle ; liquidant des indépendantistes kanaks en janvier 1985, sous Mitterrand & Chirac ; matraquant les étudiants en novembre-décembre 1986 et assassinant l'un d'entre eux, toujours sous Mitterrand & Chirac ; en janvier 2003, un Argentin et un Éthiopien expulsés meurent aux mains de la police des frontières ; en octobre 2014, un manifestant écologiste est tué par la gendarmerie à Sivens.



brochure du GMI, 2 euros


Tous les défenseurs de la police et de l'État bourgeois au sein de la classe ouvrière (partis sociaux-impérialistes, bureaucraties syndicales) expliquent que les acquis sociaux de 1944-1945 sont dus à la bienveillance du Conseil national de la résistance, l'organe délibératif qui rassemblait tous les opposants au maréchal Pétain (des staliniens aux fascistes antiallemands, sous hégémonie de la fraction de la bourgeoisie qui avait choisi de maintenir l'alliance avec la Grande-Bretagne).

Ils mentent. D'une part, le CNR ne décidait pas, c'est le Comité français de la libération nationale dirigé par le général De Gaulle, s'appuyant sur une fraction de l'armée française et reconnu par les gouvernements britannique et américain, qui décidait. D'autre part, le but essentiel du CNR comme du CFLN était de sauver le capitalisme français, de reconstruire l'État bourgeois et de rétablir un empire colonial malmené par l'Italie, l'Allemagne, le Japon (puis menacé par les États-Unis).

Le gouvernement MRP-SFIO-PCF présidé par De Gaulle (1944-1947) y est parvenu en recyclant de nombreux hauts fonctionnaires de Vichy et en conservant sa police. Non sans mal : l'armement de la population en France, la révolution commencée en Italie en 1943 et en Grèce en 1944, la crainte de la révolution dans toute l'Europe ont arraché des concessions politiques et sociales considérables en France et dans toute Europe occidentale.

> *Gouverner par l'intermédiaire des partis réformistes et staliniens ou par des coalitions qui s'appuyaient principalement sur ceux-ci, tel fut le prix que la bourgeoisie a dû payer pour arrêter la première vague révolutionnaire… Mais la bourgeoisie a réussi à reconstituer, derrière le rideau de la « légalité parlementaire » et de la « paix sociale », un appareil militaire et policier qu'elle tient fortement en main.* (4e Internationale, *Résolution sur la paix impérialiste*, mars 1946)

Un corps contre-révolutionnaire

Toute révolution repose sur l'armement du peuple qui affronte, paralyse, rallie, disperse les forces de répression de l'ancien régime. Toute révolution prolétarienne, comme celle de 1871 à Paris, démantèle la police bourgeoise.

> *La police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune de Paris… Il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental…* (1re Internationale, *Adresse sur la Commune de Paris,* 1871)

Pas plus que les militaires de métier, les policiers ne sont des travailleurs comme les autres. Quand ils ob-

tiennent gain de cause, c'est moins de libertés démocratiques, plus de moyens pour réprimer les luttes des salariés, des étudiants et des migrants. Par conséquent, toutes les confédérations syndicales de salariés (FO, UNSA, CFDT, CGT, CFTC, Solidaires, FSU) jouent contre la classe ouvrière, contre l'ensemble des travailleurs en syndiquant les policiers.

Le seul cas où les travailleurs peuvent se féliciter de l'insubordination des mercenaires de la classe dominante et doivent les soutenir, c'est quand ceux-ci pactisent avec les exploités et les opprimés, refusent de les réprimer malgré l'exigence de leur hiérarchie et du pouvoir, passent à leurs côtés avec leurs informations, leurs équipements et leurs armes. Cette situation exceptionnelle se produit quand la classe dominante est affaiblie et quand les travailleurs montrent leur force.

Par exemple, le 29 novembre 1947, 30 000 travailleurs des mines, du transport ferroviaire, du textile manifestent à Saint-Étienne. Armés de barres de fer, ils affrontent les CRS nouvellement créés par le ministre de l'Intérieur, Moch (PS-SFIO), qui fait aussi appel à l'armée pour briser les grèves. Les manifestants prennent l'avantage. Ils montent sur trois automitrailleuses dont les conscrits ont refusé de tirer, confisquent les armes et obligent les gendarmes à évacuer la gare. Les bureaucrates syndicaux CGT rendront discrètement les armes le lendemain.

Le programme oublié

Pour préparer ce moment et le transformer en révolution victorieuse, il faut aux travailleurs d'autres équipes syndicales que les bureaucraties actuelles qui défendent la police, il faut un autre parti que ceux des agents de la bourgeoisie française qui veulent plus de flics (PS, PdG, PCF) et des petits-bourgeois pacifistes qui refusent d'appeler les travailleurs, les migrants, les habitants des quartiers populaires à se défendre contre la police et les fascistes (NPA, LO, POID...).

Le programme des communistes internationalistes s'oppose, sur cette question comme sur les autres, aux partis ouvriers-bourgeois et à leurs adjoints centristes qui soumettent les travailleurs aux autres classes, soit la bourgeoisie, soit la petite-bourgeoisie.

> *Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. La commune maîtresse de son administration et de sa police.* (Parti ouvrier, *Programme,* 1880)
>
> *Le congrès socialiste international réclame, avec la suppression de l'armée permanente, l'armement général du peuple.* (2e Internationale, *Résolution sur le militarisme*, 1889)
>
> *La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement.* (3e Internationale, *Plateforme*, 1919)
>
> *Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiciens corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs.* (Ligue communiste, *Programme d'action*, 1934)
>
> *Pour se défendre, le prolétariat doit mettre à l'ordre du jour l'organisation de ses milices prolétariennes, de son armement.* (Parti ouvrier internationaliste, section française de la 4e Internationale, *Que veut le POI ?*, 1937)
>
> *Les réformistes inculquent systématiquement aux travailleurs l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés... À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats.* (4e Internationale, *Programme,* 1938)

Tous les groupements révolutionnaires du mouvement ouvrier, tous les travailleurs et tous les jeunes qui partagent ce programme d'une actualité brulante doivent se rassembler avec le noyau communiste internationaliste du GMI pour orienter les syndicats vers la rupture avec la bourgeoisie et son État, vers la lutte des classes et construire le parti ouvrier révolutionnaire qui fait tant défaut.

- Défense unie des grèves, des manifestations de salariés et d'étudiants, des locaux de toutes les organisations ouvrières, féministes, LGBT !
- Front unique pour la défense des migrants expulsés et chassés par la police et la douane ! Pour le droit d'installation et de circulation de tous les migrants en France et ailleurs !
- Interdiction, organisée par tous les syndicats et tous les partis ouvriers, aux fascistes de diffuser leur propagande de racisme et de division des travailleurs aux portes des entreprises, dans les quartiers populaires !
- Dissolution des corps de répression et de l'armée de métier !
- Armement du peuple !

13 novembre 2016

ABC du marxisme Qu'est-ce que l'État ?



L'État séparé de la population générale et fonctionnant au-dessus d'elle serait nécessaire pour administrer l'économie, protéger la population des voyous et malfaiteurs et résister aux attaques de nations hostiles. Pourtant, toutes les sociétés de la préhistoire et jusqu'au 20e siècle les Guaranis d'Amazonie, les Inuits du Groenland, les Aborigènes d'Australie ou les Sans d'Afrique australe ne connaissaient pas l'État.

En effet, l'État est un produit de la division de la société en classes ; leur antagonisme irréconciliable nécessite d'être contenu par une institution placée au-dessus de la société. Celle-ci, tout en maintenant l'équilibre de la société, sert principalement la classe dominante, celle qui possède pour l'essentiel les moyens de production et vit du travail d'autrui. La position apparente de l'État au-dessus de la société résulte de la domination d'une classe sur les autres.

Alors que dans la société primitive sans classes ni État, aucun chef, aussi puissant soit-il, n'avait le moyen de priver un être humain des zones de culture, de chasse et de pêche, avec la généralisation de la culture et de l'élevage, on vit progressivement apparaître des groupes d'hommes qui accaparèrent ces ressources naturelles ; en pratique, ils obligèrent d'autres hommes et femmes à travailler à leur service. Pour maintenir cette exploitation, ils s'entourèrent de prêtres chargés de justifier et d'hommes armés chargés d'imposer. Ainsi étaient nées les classes sociales, l'une dominée et exploitée, l'autre dominante et exploiteuse, ainsi que l'État aux mains de cette dernière.

Différentes types de sociétés, donc d'État, ont existé. Dans l'Antiquité, la classe dominante était celle des propriétaires d'esclaves, l'État s'appuyait sur une puissante armée dont la principale fonction était d'asservir le plus grand nombre de peuples, de fournir de nouveaux esclaves et de réprimer les révoltes des esclaves et des peuples dominés. Le Moyen-Âge ouest-européen ou japonais vivait sous la domination de la noblesse féodale, donc le pouvoir reposait sur de larges domaines travaillés par des paysans soumis au servage.

Actuellement, la classe dominante est la bourgeoisie, détentrice du capital, et les divers États (à l'exception de Cuba et de la Corée du Nord où le capitalisme n'a pas encore été pleinement rétabli) sont des États bourgeois. Leur forme peut varier, monarchie ou république, tyrannie fasciste, autoritarisme bonapartiste ou démocratie parlementaire, théocratie, régime concordataire ou laïcité, mais ils gardent tous en commun la même fonction primordiale : assurer le fonctionnement du capitalisme, préserver le profit, ce qui nécessite de maintenir la classe ouvrière en position dominée.

Même si tout État bourgeois sert à préserver l'exploitation de la classe ouvrière, celle-ci ne peut pas être indifférente au régime politique, car elle a besoin de droits et de libertés pour se défendre puis conquérir le pouvoir. La république démocratique reste le cadre où le prolétariat a le plus de latitude pour mener sa lutte émancipatrice. De plus, elle permet aux travailleurs de comprendre que leurs problèmes ne sont pas dus à la monarchie, au cléricalisme ou au fascisme, mais bien au mode de production capitaliste.

Avec la conquête du suffrage universel au 20e siècle, les dirigeants travaillistes, puis les sociaux-démocrates et enfin les staliniens affirmèrent qu'il était possible de passer pacifiquement au socialisme, la classe ouvrière pouvant conquérir l'État par les urnes et le transformer pour le mettre à son service. C'est une illusion dangereuse. En effet, si les députés et parfois le président sont élus, l'état-major, les chefs policiers, les magistrats, les hauts fonctionnaires restent inamovibles, bien décidés à maintenir l'ordre capitaliste. Aussi les ministres « ouvriers » finissent toujours par se rallier à la soi-disant « réalité du marché », à savoir la dictature de la bourgeoisie, et puis s'ils ne se montrent pas suffisamment capables de l'imposer aux travailleurs qui les ont élus, la bourgeoisie peut faire appel à un Bonaparte, voire aux aventuriers et voyous fascistes, pour les chasser et infliger une répression féroce à la classe ouvrière.

Pour établir le régime des travailleurs expropriant le capital et allant vers le communisme, la classe ouvrière doit complètement détruire l'État bourgeois, dissoudre et désarmer l'armée professionnelle, la police et la gendarmerie, supprimer la haute magistrature, les corps de hauts fonctionnaires et les cabinets ministériel, et instaurer ses propres organes de pouvoir. Mais pour désarmer et vaincre la bourgeoisie, elle doit d'abord s'armer et créer ses organes de lutte pour la conquête du pouvoir.

La Commune de Paris en 1871 et les révolutions en Russie de 1905 et 1917 ont donné la meilleure forme pour les organes permettant à la classe ouvrière de conquérir et garder le pouvoir. Pour éviter qu'ils ne soient captés par des arrivistes, des bureaucrates et des larbins de la bourgeoisie, trois règles s'imposent : (a) tous les élus sont révocables à tout moment ; (b) toute fonction étatique ou politique est rémunérée par un salaire ne dépassant pas celui d'un ouvrier qualifié ; (c) les couches les plus larges de la population travailleuse doivent être associées aux fonctions de gouvernance. Ainsi devra fonctionner l'État de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat, qui ne ressemblera en rien aux États des diverses classes exploiteuses qui règnent depuis plusieurs millénaires.

Quand le capitalisme aura été renversé à l'échelle planétaire, que l'exploitation ne sera plus qu'un lointain mauvais souvenir, que la population vivra dans l'abondance et que le travail aura cessé d'être un fardeau mais s'apparentera à un loisir, alors l'État finira par s'éteindre, et l'humanité vivra en pleine liberté.

Pologne Les femmes parviennent à bloquer l'offensive réactionnaire contre l'avortement

La détérioration de la situation des femmes avec la restauration du capitalisme

La législation sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est, en Pologne, l'une des plus restrictives des pays de l'Union européenne. Pourtant, de 1955 à 1993, l'avortement y était légal et gratuit dans les hôpitaux publics.

En 1989, une première tentative pour criminaliser le droit à l'avortement a échoué devant les manifestations et les pétitions massives, le projet ne fut même pas examiné au Parlement. Cependant, ce Parlement issu des élections de juin 1989 composé de 2/3 de députés issus du parti stalinien (PZPR) et de ses alliés et d'un 1/3 de députés issus de Solidarnosc, a voté une transition rapide de l'économie polonaise vers une « économie de marché ».

La dégradation des conditions économiques pour la classe ouvrière polonaise, la remise en cause de tous ses droits s'accompagna de la remise en cause des droits des femmes. L'Église catholique, qui avait collaboré avec la bureaucratie étatique pour empêcher la révolution prolétarienne, qui avait poussé la direction de Solidarnosc à bloquer la grève générale et à négocier avec le pouvoir, a repris sa propagande pour la criminalisation de l'avortement. En janvier 1993, le projet de loi l'approuvant a été voté à une écrasante majorité par le Parlement devant lequel le chef de l'Eglise catholique polonaise s'était permis de menacer le gouvernement de lui retirer son soutien si le projet n'était pas voté.

Avec le gouvernement de coalition du SLD (parti social-démocrate issu de la reconversion du POUP) et du PSL (Parti paysan polonais) de septembre 1993, la loi interdisant l'avortement fut abrogée au profit d'un texte négocié avec l'Église catholique. En est issue la loi qui s'applique aujourd'hui en Pologne. L'IVG n'est autorisée que dans trois cas précis : en cas de danger pour la mère, de malformation du fœtus, en cas de viol et/ou d'inceste. L'occurrence prévue dans le texte d'origine, en cas de situation sociale difficile de la mère fut abrogée par le Tribunal constitutionnel en 1996, jugée contraire à la Constitution.

L'Église et le PiS exigent l'interdiction totale

D'abord, un projet de loi vise à restreindre la législation qui encadre la procréation médicalement assistée dont les dispositions *« détruiraient vingt-cinq ans de développement de la médecine de reproduction en Pologne »* selon le Dr Kuczynski qui a contribué à la première fécondation in vitro en 1987. Ensuite, une loi adoptée par le parlement polonais dans lequel le parti au pouvoir PiS (Droit et justice) détient la majorité absolue, vise à inciter les femmes à garder le fœtus même si un handicap irréversible ou une pathologie incurable sont détectés pendant la grossesse, en versant 925 euros à toute femme renonçant à avorter dans ce cas.

Et voilà que le 23 septembre 2016, le parlement polonais examine en première lecture deux « initiatives citoyennes » opposées sur l'avortement. La première portée par le collectif « Sauvons les femmes » proposait de légaliser l'avortement sur simple demande de la femme enceinte jusqu'à la 12e semaine de grossesse. La seconde proposition de loi portée par le collectif « Stop avortement » visait, elle, à restreindre le recours à l'avortement au seul cas où la grossesse mettrait en danger la vie de la femme enceinte, elle prévoyait parallèlement une peine allant jusqu'à cinq ans de prison pour la femme enceinte et toute personne l'ayant aidée à avorter. Le texte proposant de libéraliser l'avortement est rejeté par une majorité de députés, pour l'autre, une majorité de député se prononce pour qu'il



puisse être examiné dans la Commission parlementaire de la justice et des droits de l'homme.

Empêcher les 2 000 avortements légaux recensés par an ? Alors que dans certains territoires polonais les femmes n'ont aucun accès à l'IVG et que tout médecin peut mettre en avant la clause de conscience pour ne pas la pratiquer. Mettre fin au marché de l'IVG clandestine soit dans les conditions les plus dangereuses pour les plus pauvres, soit dans les cliniques des pays voisins pour les femmes qui en ont les moyens ? Avortements clandestins évalués entre 150 et 200 000 par an par les organisations féministes.

De fait, la réaction monte au front comme elle l'a toujours fait en faveur de la protection absolue de la vie dès sa conception et pour raffermir son emprise sur la société. Avec la décadence du capitalisme, la bourgeoisie tend à devenir réactionnaire, elle s'appuie sur et appuie la réaction cléricale, et pas seulement dans les pays musulmans. Ainsi, des députés du PiS mettent aux voix le projet porté par les associations les plus réactionnaires.

Ils tentent d'utiliser la situation démographique de la Pologne. La population polonaise décroit ainsi régulièrement depuis 1998 sous l'effet combiné de ce facteur et d'un taux d'émigration positif. Dès 1989, le taux de fécondité qui était jusqu'alors autour de 2,4 enfants par femme est tombé en dessous des 2,1 (seuil du « renouvellement des générations »). Il ne s'est jamais relevé : 1,6 en 1995, 1,2 en 2003, 1,3 en 2013, ce qui conduit la Pologne à connaître dès 2002 un taux de mortalité supérieur au taux de natalité. En outre, 2 millions de Polonais ont émigré depuis l'intégration en 2004 dans l'Union européenne. La majorité d'entre eux a moins de 34 ans Ils sont informaticiens, médecins, infirmiers, travailleurs du bâtiment.

Cette situation conduit à de fortes tensions sur le capitalisme polonais réduit à embaucher des travailleurs ukrainiens. Salaire brut moyen inférieur à 1 000 euros, crise du logement, absence de politique familiale (pas d'allocations, pas de quotient familial pris en compte dans les impôts, absence de mode de garde pour les enfants), flexibilité du travail, conduisent inexorablement la bourgeoisie polonaise à imposer aux femmes de faire leur devoir patriotique : accoucher de la future classe ouvrière de Pologne.

La riposte des femmes travailleuses

La riposte contre cette nouvelle attaque en règle contre le droit des femmes est immédiate, organisée par les organisations féministes, et relayée par des initiatives individuelles comme celle de l'actrice Krystyna Janda. Une grande manifestation le samedi 1er octobre réunit environ 5 000 personnes devant le Parlement et un appel à la grève est lancé pour le lundi 3 octobre déclaré lundi « noir », mouvement de grève largement suivi, 100 000 personnes manifestent dans toutes les grandes villes.

La mobilisation fait reculer le PiS sur son projet de loi. Le 5 octobre, la majorité des députés du PiS composant la commission parlementaire qui examine le texte se prononce pour le retrait du projet.

Si cette mobilisation a été exemplaire, massive, l'ensemble de la classe ouvrière polonaise ne s'en est pas saisie, il n'y a pas eu d'appel de syndicats, ni de partis pour la soutenir. Elle est restée un combat des femmes alors que la défense de l'IVG devrait concerner tous les travailleurs de Pologne.

La classe ouvrière polonaise ne dispose d'aucune organisation susceptible de l'organiser dans sa totalité pour s'opposer frontalement à la bourgeoisie. Et c'est à cette tâche que devront s'atteler les travailleuses et les travailleurs de ce pays, en lien avec leurs soeurs et frères des autres pays d'Europe et du reste du monde.

27 novembre 2016



Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros

à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE

NOM .... Prénom ....

Adresse postale ....

Adresse électronique ....@...

États-Unis L'élection de Trump constitue un tournant

Ruptures et continuités



The Economist, 15 octobre titre sur « l'avilissement de la politique étasunienne » (l'éléphant est le symbole du PR)

Après le référendum pour la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, l'élection surprise du candidat du Parti républicain Donald Trump à la présidence des États-Unis constitue un tournant. La candidate attendue était Hillary Clinton du Parti démocrate. Ce résultat change la donne sur le plan des rapports politiques à l'intérieur des États-Unis et va conduire à la mise en place de nouvelles relations entre l'impérialisme le plus puissant et les autres États de la planète.

Comme toute modification qualitative, cette nouvelle situation ne sort pas du néant, mais résulte de toutes les contradictions accumulées antérieurement aux États-Unis et dans le monde, aux quelles même le plus puissant capitalisme ne peut échapper. Ainsi, la relance par le déficit budgétaire que Trump promet complète la politique keynésienne de bas taux d'intérêt que la Banque centrale (Fed) mène depuis 2008. Le racisme qu'il propage par Trump était également à l'oeuvre sous la présidence d'Obama avec les meurtres de la police contre les Noirs. Le mur pour refouler les migrants comptait déjà plusieurs centaines de kilomètres à la frontière mexicaine, l'expulsion des étrangers sans papiers battait déjà son plein. La réaction religieuse contre le droit à l'avortement mobilisait déjà des cohortes de crétins évangélistes. À l'extérieur, si Trump déclare son admiration pour Poutine, le soutien aux dictateurs au gré des intérêts de l'impérialisme américain ne date pas d'hier, tout comme les mesures protectionnistes qui ont été mises en oeuvre depuis longtemps quand l'occasion s'en faisait sentir pour protéger les capitalistes américains des appétits trop voraces des concurrents chinois ou européens. Enfin, si Netanyahou se félicite de l'issue de la présidentielle, le soutien impérialiste américain à l'État colonisateur de la Palestine ne s'est jamais démenti. D'ailleurs, la plus grande bourse du monde, le NYSE (Wall Street), dont la candidate était plutôt Clinton, s'est vite rassurée.

Pourtant, l'élection de Trump est bien un bouleversement qui brise la continuité de la politique de la première puissance impérialiste mondiale, à l'intérieur comme à l'extérieur. Rien ou presque ne devait séparer au départ la candidature du Parti démocrate de celle du Parti républicain, tous deux partis bourgeois habitués à gouverner l'un après l'autre, tous deux chevillés à la défense de l'impérialisme américain, rien si ce n'est un léger vernis plus social pour le Parti démocrate pour appâter son électorat traditionnel, vernis qui s'est largement écaillé sous la présidence d'Obama pendant laquelle les travailleurs sont devenus encore plus pauvres et les capitalistes encore plus riches. La première rupture est là.

Le feu de paille Sanders

Pendant la primaire du Parti démocrate, la candidature de Bernie Sanders a rencontré un écho considérable en développant une orientation social-démocrate classique très timide, mais qui entrait en résonnance avec les aspirations de nombre de travailleurs et de jeunes. L'Institut de politique de l'université de Harvard a publié en avril une étude selon laquelle 33 % des jeunes âgés de 18 à 29 ans s'affirment favorables au socialisme, un résultat inédit dans l'histoire américaine récente.

> *Le dernier sondage montre qu'une majorité des Américains âgés de 18 à 29 ans rejette tout autant l'étiquette socialiste que capitaliste. 42 % des jeunes soutiennent le capitalisme et 33 % disent qu'ils sont partisans du socialisme.* (IOP, *Survey of Young Americans' Attitudes toward Politics and Public Service*, 25 avril 2016)

Une aile du Parti démocrate et des anciens admirateurs du colonel Chavez et de Tsipras prétendent maintenant que, si Sanders avait été choisi par le parti bourgeois, il aurait gagné l'élection présidentielle. Cette fanfaronnade témoigne d'une certaine naïveté envers la démocratie bourgeoise en général et le Parti démocrate en particulier. Comme l'expliquait le chef du comité national du Parti démocrate :

> *C'est simplement un démocrate progressiste. La réalité, c'est que Bernie Sanders vote 98 % du temps avec les démocrates.* (Howard Dean, *Meet the Press,* 22 mai 2005)

Les ex-staliniens du CPUSA ont soutenu Clinton contre Sanders. Les vieux sociaux-démocrates des DSA (qui sont dans le Parti démocrate) et les centristes de SAlt (affiliée au CIO) se sont mobilisés pour Sanders en faisant croire qu'il allait lancer un parti ouvrier. En

fait, sa candidature à la primaire a servi à conforter celle de Clinton à la présidentielle.

Après avoir rassemblé des foules, Sanders, qui n'avait jamais eu la moindre intention de rompre avec le Parti démocrate, se rangea platement sous la bannière de la candidate favorite des capitalistes ainsi que de l'appareil du parti, puis remisa pancartes et banderoles pour des temps plus lointains, plantant là en rase campagne tous ses partisans en les appelant à voter pour Clinton et son programme résolument favorable aux grands groupes capitalistes qu'il avait prétendu combattre. En refusant de rompre avec le parti bourgeois, de s'engager dans la voie d'un parti ouvrier, en achevant ainsi de boucher toute perspective à la classe ouvrière et à la jeunesse, ne serait-ce même que la possibilité de se rassembler sur le terrain électoral dans un vote de classe, sans doute Sanders a-t-il contribué au succès de Trump.

Un affairiste hors du sérail politique

De l'autre côté, un membre de l'élite capitaliste, Trump bousculait et éliminait les uns après les autres ses concurrents de la primaire du Parti républicain, tous soutenus peu ou prou par l'appareil du parti contre lui, en menant campagne sur une ligne ouvertement et brutalement réactionnaire, raciste, xénophobe, nationaliste, protectionniste et isolationniste. Jamais on n'avait vu un candidat se contredire et mentir à ce point sur tous les sujets. Pourtant, tous les politiciens bourgeois (y compris le couple Obama et le couple Clinton) trompent l'électorat populaire.

Il s'agissait pour cet affairiste, fils de capitaliste, éduqué dans les écoles privées huppées, marié à une personne entrée illégalement aux États-Unis, ne payant pas d'impôts et faisant fabriquer les vêtements de sa marque à l'étranger, de duper des ouvriers blancs des régions ravagées par la désindustrialisation opérée par le grand capital américain.

En fait, le plein emploi aux États-Unis et le revenu permettant de maintenir l'épouse au foyer, résultaient de la guerre, de la suprématie internationale de la bourgeoisie américaine, des exportations massives nourries de la supériorité technique, de la capacité à accorder aux syndicats des concessions aux travailleurs blancs.

De plus en plus, la classe ouvrière, blanche et noire, paie le retour des crises capitalistes mondiales (1974, 2008), l'affaissement de l'hégémonie mondiale (la défaite au Vietnam puis l'insuccès en Afghanistan et en Irak) et le retour de concurrents (groupes capitalistes d'Allemagne, du Japon, de Chine…). Cependant, Trump a réussi à tourner la colère d'une partie des exploités contre « l'élite » politique démocrate, la Chine et les travailleurs étrangers, musulmans ou Mexicains et, à la surprise générale y compris celle de « l'élite » politique républicaine, à battre Clinton. Le Parti républicain détient désormais la présidence, la Chambre des représentants et le Sénat.

Ce qui reste du parti stalinien, ce qui tient lieu de sociale-démocratie, les bureaucraties syndicales ont frayé la voie à Trump. Le CPUS a soutenu Clinton après avoir soutenu Obama, les DSA sont dans le Parti démocrate, l'AFL-CIO a soutenu Clinton, l'AFL-CIO et Change to Win avaient soutenu les deux candidatures d'Obama, condamné les traités de libre-échange, fait campagne pour « produire américain ».

Tout au long de deux mandats, l'ancien président a, tout en évitant d'envoyer des troupes en masse, poursuivi des assassinats par drones et de véritables guerres ; il a été incapable d'enrayer le déclin industriel de villes et de régions entières ; il a reculé devant l'instauration d'un NHS à la britannique et même d'un régime public d'assurance maladie universelle, en finançant un peu plus les groupes d'assurances privées pour assurer une couverture maladie à une partie des salariés ; il s'est révélé incapable de vider Guantanamo et il a expulsé 3 millions de travailleurs étrangers ; même s'il était coloré, les Noirs ont continué à tomber sous les balles de la police. Dès lors, la candidature de Clinton, à laquelle s'était rallié, par effroi devant Trump, nombre de caciques du Parti républicain, représentait cette volonté de continuité largement majoritaire dans les rangs de la bourgeoisie américaine, soucieuse avant tout de faire des affaires sans renverser la table, avec le confort de la classe capitaliste qui bénéficie d'un niveau de vie et des profits supérieurs à ceux d'avant la crise de 2008, et s'imagine, ou du moins s'emploie à faire croire, qu'il en va ainsi pour toute la société.

C'est la bourgeoisie qui planque les chômeurs sous le tapis, sortis des radars statistiques, avec un taux officiel affiché d'environ 5 % alors que chacun sait qu'il est en réalité au minimum du double, et sans doute plus proche de 20 %, c'est la bourgeoisie et une fraction de la petite bourgeoisie qui vivent sur un grand pied alors que des travailleurs sont surexploités car illégaux, que des travailleurs ont deux emplois pour survivre, que des travailleurs habitent dans leur voiture faute de pouvoir se loger, que des retraités septuagénaires font des petits boulots pour survivre, etc. C'est la bourgeoisie pour qui rien ne changera puisque tout va mieux pour elle et qui pronostique la victoire de sa candidate bien comme il faut contre celle de l'arriviste malotru. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

Élu avec 2 millions de voix de moins

Trump recueille une majorité de voix dans les États ruraux, plus de 60 %, alors que Clinton le devance largement dans la plupart des grandes villes. Mais justement,



la constitution américaine a été conçue à l'origine pour renforcer le poids des grands propriétaires terriens au détriment du prolétariat naissant des villes, ce qui aboutit à surreprésenter les États ruraux dans la désignation des grands électeurs. De plus, dans la quasi-totalité des États, celui qui est majoritaire emporte la totalité des grands électeurs. Ainsi, si Clinton obtient autour de 2,5 millions de voix de plus que Trump au plan national (65,1 millions de voix contre 62,6), celui-ci récolte la majorité des grands électeurs, 306 contre 232 à sa rivale.

Les électeurs à petits revenus n'ont pas voté majoritairement pour Trump : 41 % des électeurs gagnant moins de 30 000 dollars contre 53 % pour Clinton. Les électeurs de Trump sont majoritairement des hommes, blancs, peu diplômés, gagnant plus de 30 000 dollars par an. Clinton perd plus de 6 millions de voix par rapport à Obama, quand Trump perd 1 million de voix par rapport au candidat républicain de 2012, alors que le corps électoral s'est potentiellement accru de près de 2 millions de voix. 58,5 % des inscrits seulement ont voté.

L'abstention a été nettement plus élevée chez les pauvres (59 % pour les revenus annuels inférieurs à 15 000 dollars) que pour l'élection d'Obama (36 % en 2008 puis 38,5 % en 2012). Si le nombre d'abstentionnistes a encore augmenté, du côté des votants, les voix de toutes les classes de la société se sont mêlées, parfaits réactionnaires comme travailleurs déçus des espoirs qu'ils avaient mis en Obama, chômeurs comme patrons, étudiants comme spéculateurs, sur deux candidats et deux programmes bourgeois. Mais pas sur la même ligne.

L'expression d'une minorité de la bourgeoisie

Derrière le cynisme, la brutalité et l'imprévisibilité de Trump, il y a la recherche, plus ou moins cohérente, pour se sauver elle-même, d'une fraction de la bourgeoisie américaine, celle qui a perdu des places dans le combat économique mondial que ne cessent de se livrer les différents impérialismes, celle qui redoute les traités commerciaux, celle qui doit périr pour que d'autres fractions de la bourgeoisie américaine tirent leur épingle du jeu. En d'autres temps, quand la croissance était vigoureuse, la concurrence impérialiste contenue, cette fraction perdante de la bourgeoisie n'aurait eu aucune chance de parvenir à regrouper derrière elle suffisamment de réactionnaires comme de laissés-pour-compte pour renverser la table.

Mais les gouvernements américains de Bush fils et d'Obama, en sauvant les banques et les assurances de leur pays en 2008-2009, ont eux-mêmes limité la purge. La croissance économique a pour moteur essentiel l'augmentation de l'exploitation de la main-d'oeuvre et reste plus faible qu'avant la crise mondiale. De plus, le poids économique et politique de l'impérialisme américain continue de s'affaiblir, ses tentatives pour contenir son rival chinois en Asie sont battues en brèche ; d'autres impérialismes, d'autres puissances régionales se précipitent dans les espaces qu'il a laissés vacants, comme en Syrie, pour jouer leur propre partition.

La fraction de la bourgeoisie américaine qui soutient Trump fait le constat de tout cela et décide confusément de changer son fusil d'épaule : fini le libre-échange, place aux négociations commerciales au cas par cas, au protectionnisme renforcé, finies les obligations militaires que s'était donné l'impérialisme américain du temps de sa splendeur comme première puissance mondiale, mais qu'il ne peut plus assurer, place aux alliances changeantes, tactiques, au gré de ses seuls intérêts immédiats. Trump veut donc moins d'Otan, mais plus d'investissements militaires pour l'armée américaine. Trump ne renonce nullement aux visées de l'impérialisme américain, il le redispose et le libère de contraintes qui lui pèsent.

La fraction la plus arriérée de la bourgeoisie américaine derrière Trump n'a cependant ni une conscience claire de la situation ni de ses buts, elle en est d'ailleurs incapable, elle agit dans l'urgence, au coup par coup, avec l'illusion du pragmatique qui veut croire qu'il est libre de traiter au mieux chaque problème indépendamment alors que toutes les lignes de force de la situation dans laquelle il se trouve le pousse inexorablement dans une fuite en avant qu'il ne maitrise pas.

Cette nouvelle orientation extérieure, encore brouillonne et zigzagante, se double à l'intérieur de la préparation d'un durcissement revendiqué contre les parties les plus faibles du prolétariat, les immigrés, les Noirs, et sans doute aussi la jeunesse étudiante contestataire, les enseignants, susceptibles de mettre en cause ce nouveau régime. La fraction de la bourgeoisie la plus conséquente, la plus puissante aussi du point de vue du capital, qui s'était rangée derrière Clinton, n'y trouve naturellement pas son compte, mais elle ne peut ouvertement combattre Trump, au risque de déclencher une situation qu'elle ne contrôlerait pas. Elle n'oublie pas non plus les manifestations massives des Noirs

contre les meurtres policiers, ni ce que signifie en réalité la recherche d'une partie de la classe ouvrière et de la jeunesse trahie par Sanders, elle voit les manifestations qui durent contre Trump depuis son élection. C'est pourquoi Obama comme Clinton ont souhaité assurer à Trump la meilleure transition pour accéder au pouvoir. Cette bourgeoisie-là se rallie à Trump comme elle lui donnerait le baiser du lépreux, dans l'espoir de le circonvenir, de l'affaiblir, de le faire reculer et renoncer aux mesures qui desservent ses intérêts.

Mais cette fraction-là a été battue. Trump n'est pas là par hasard, il est en partie déterminé par ceux qu'il a convoqués pour assurer sa victoire, il s'appuie sur les racistes, les adversaires des droits des femmes, il fait sonner les clairons du patriotisme, promet mille milliards de dollars pour la relance, promet la réouverture des mines de charbon et des puits de pétrole, la relocalisation des industries, tout cela à l'ombre des mesures protectionnistes.

Les incohérences de Trump

L'impétrant, qui n'a rien d'un visionnaire, est évidemment sensible à cette pression, il hésite, annonce tout et son contraire, dément le lendemain ce qu'il a affirmé la veille. Installé à la Trump Tower, à New York, il a commencé à constituer son équipe gouvernementale : le dirigeant d'un site web complotiste, des anciens généraux, des patrons…

Il est peu probable que la croissance nationale accélère, encore moins que les groupes capitalistes étasuniens rapatrient les usines, que les États rivaux ne ripostent pas au protectionnisme. L'imbrication très forte des relations économiques entre les différents impérialismes, la place du dollar comme principale monnaie d'échange internationale, les bons du Trésor américain (titres reçus en contrepartie des prêts à l'État fédéral américain) détenus par la Chine, le Japon, etc. jouent bien sûr dans le sens du maintien du statu quo. Mais c'est cette stabilité que Trump et la fraction de la bourgeoisie qu'il représente jugent aujourd'hui trop défavorable et dépassée. Ce qui explique l'effroi des bourgeoisies européennes à l'annonce de la victoire de l'affairiste aux multiples faillites qui s'est fait connaître par une émission de téléréalité.

Le risque est grand du retour de l'inflation, d'un nouveau krach boursier, d'une contraction du marché mondial, d'un renforcement des tensions en même temps qu'un bouleversement des alliances inter-impérialistes, d'un nouvel essor du réarmement.

Pour le combat contre Trump, pour la rupture avec le Parti démocrate

Les régimes démocratiques bourgeois par lesquels la plupart des puissances capitalistes géraient les classes exploitées s'effritent spectaculairement, de même que les régimes autoritaires des nouvelles puissances capitalistes russe et chinoise sont minés souterrainement. À court terme, l'élection de Trump est un puissant appel d'air pour les formations racistes américaines et pour les partis bourgeois xénophobes ou fascisants d'Europe. Mais les politiques préconisées par les Poutine, Trump, Farage, Grillo, Strache, Le Pen… ne sauraient rendre sa jeunesse au capitalisme pourrissant.

Dès maintenant, la classe ouvrière et la jeunesse doivent tirer les leçons des causes qui ont permis à Trump d'arriver au pouvoir, avant tout l'absence d'un parti révolutionnaire aux États-Unis, d'un parti parlant au nom des ouvriers, combattant pour la prise du pouvoir, pour le socialisme. Ceux qui, au nom du réalisme, ont appelé travailleurs et jeunes à se ranger derrière Clinton, les amenant dans l'impasse, portent une responsabilité. Ceux qui ont filé le train à Sanders, semant ainsi les illusions, portent une responsabilité. Ceux qui, se réclamant de la classe ouvrière, sont partisans du protectionnisme, qui est le drapeau de la bourgeoisie la plus réactionnaire, portent une responsabilité. Ce ne sont pas la classe ouvrière et la jeunesse américaine qui sont responsables de cette nouvelle situation, mais ceux qui les ont égarées.

Il faut renouer avec la tradition du SLP du temps de l'Internationale ouvrière d'Engels, du CPUS du temps de l'Internationale communiste de Lénine, du SWP du temps de la 4e Internationale de Trotsky. Il faut bâtir un parti ouvrier révolutionnaire dans tout le pays. La clarté sur les objectifs est une nécessité absolue pour s'adresser aux travailleurs et aux jeunes et leur ouvrir des perspectives.

- Fermeture de Guantanamo et restitution à Cuba, levée complète et immédiate du blocus de Cuba ! Fin de toutes les opérations militaires à l'étranger !
- Démocratisation de la Constitution ! Même droits pour les travailleurs immigrés, légaux ou pas !
- Respect des femmes, droit à l'avortement libre et gratuit dans tout le pays !
- Respect des Noirs, autodéfense contre la police raciste !
- Une seule centrale syndicale démocratique, rupture des syndicats avec le Parti démocrate, création par les syndicats d'un parti ouvrier !
- Expropriation des banques, des assurances, de toutes les sociétés financières ! Nationalisation sans indemnité des groupes capitalistes de la santé, gratuité des soins !

1er décembre 2016
Collectif révolution permanente

Afrique du sud L'ANC en difficulté

L'État est passé des Blancs aux Noirs...

Le territoire de l'Afrique du Sud a été longtemps le cadre de migrations et de conflits de peuples africains, puis ils ont tous été dépossédés par des Néerlandais. Enfin, des Britanniques ont soumis les « natifs » et les colons « Afrikaners » ou « Boers ». Dès la fin du 19e siècle, dans le cadre de la première phase de mondialisation capitaliste, le capital britannique a exploité férocement les ouvriers noirs privés de tout droit. Le racisme et la ségrégation sont constitutifs de toute colonisation. En 1948, ils furent institutionnalisés en Afrique du Sud sous la forme de l'apartheid contre « les colorés » (Noirs, Indiens et métis) par le gouvernement du National Party (NP) de la minorité Afrikaner qui tentait ainsi d'échapper à la décolonisation.

En riposte, le principal mouvement nationaliste, l'African National Congress (ANC) se lança, sous la direction de Nelson Mandela, dans une guérilla sans grand succès. Que le futur prix Nobel de la paix ait décidé, de manière légitime, la lutte armée est systématiquement passé sous silence par ses nombreux hagiographes, en particulier en France.

Au cours de la vague révolutionnaire mondiale des années 1970, le prolétariat et les étudiants noirs se rebellèrent massivement, malgré la répression brutale, largement en dehors de l'ANC. Celui-ci ne reprit la tête des masses qu'avec l'aide matérielle de l'URSS et l'appui politique du seul parti ouvrier du pays, le South African Communist Party (SACP). En 1991, sous la pression conjointe de Gorbatchev pour la bureaucratie de l'URSS et de Bush père pour la bourgeoisie américaine, le gouvernement Frederik De Klerk du NP confronté à la poussée révolutionnaire, a négocié une transition avec Nelson Mandela, pour mettre fin à l'apartheid tout en préservant l'ordre impérialiste en Afrique et le capitalisme sud-africain. Les nationalistes bourgeois noirs (ANC) et les staliniens (SACP) qui avaient le contrôle du puissant Congress of South African Trade Unions (COSATU) ont constitué un front populaire en barrage à la révolution prolétarienne. Le parti « communiste » l'a justifié par la nécessité d'accomplir d'abord une révolution nationale et démocratique avant de pouvoir envisager une étape socialiste dans un avenir indéterminé [voir *Révolution communiste* n° 5].

...mais est resté bourgeois

Depuis l'instauration du suffrage universel en 1994, les présidents sont noirs (successivement : Mandela, Mbeki, Zuma) et le gouvernement est celui de « l'alliance tripartite » ANC-COSATU-SACP. La bureaucratie du COSATU est membre depuis plus de 20 ans du gouvernement bourgeois et le SACP n'a présenté des candidats que sous l'étiquette ANC, jamais contre lui, tous deux interdisant toute indépendance politique du prolétariat.

L'appareil répressif d'État s'est aussi coloré, mais dans la plus grande continuité, favorisée par le clergé chrétien avec le mise sur pied de la « Commission de vérité et de réconciliation ». Même si une petite minorité noire issue de l'appareil nationaliste et des bureaucraties ouvrières est devenue capitaliste, rien n'a réellement changé pour les travailleurs, y compris leur majorité noire. Le NP a finalement rejoint l'ANC.

L'ANC n'a pas tenu ses promesses d'égalité, d'emploi, de logement, ce qui explique son affaiblissement progressif que mesurent les élections (perte de métropoles comme Johannesburg, Port Elizabeth et Pretoria aux municipales d'août 2016), la montée d'un parti concurrent de la bourgeoisie blanche et métisse (Democratic Alliance, DA) et la scission de l'ANC de 2008 qui donne dans la surenchère anti-blanche conduite par Julius Malema (Economic Freedom Fighters, EFF).

Exploitation et inégalités

Dans un pays regorgeant de minerais (charbon, or, argent, platine, diamant...), de possibilités agricoles et halieutiques, doté d'une véritable industrie, la richesse n'a jamais été aussi mal répartie. L'indice Gini qui mesure l'inégalité des revenus est le deuxième plus élevé au monde. Le pays est un des plus dangereux. L'emblème de la corruption est le président ANC lui-même, Jacob Zuma, reconnu coupable de détournement pour agrandir sa somptueuse villa. En mars 2016, la justice l'a contraint à rembourser 7,8 millions de rands (480 000 euros).

En plus, l'Afrique du Sud, comme la plupart des « pays émergents », éprouve des difficultés économiques. La croissance économique risque de ne pas dépasser 0,5 % en 2016. Par conséquent, le nombre de chômeurs a officiellement atteint 27,1 % et ce taux grimpe jusqu'à 54 % pour les jeunes de moins de 25 ans. L'inflation est, officiellement, de 7 %. Plus de 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie est de 61 ans mais de 71 ans pour les Blancs et de 53 ans pour les Noirs. Le système de santé est tellement défectueux que plus de 15 % de la population adulte serait touchée par le sida. La police et l'ANC tolèrent ou encouragent la xénophobie envers 4 à 5 millions d'immigrés sans papiers africains venus principalement du Zimbabwe.

Grèves ouvrières

Malgré le prestige énorme de Mandela et de l'ANC, les masses ont été conduites, par leur situation objective, à ne cesser de lutter dans les banlieues sous-équipées (« townships »), les lieux de formation, les hôpitaux, les entreprises...

La police a massacré 39 mineurs grévistes en août 2012 à Marikana (province du Nord-Ouest), une mine du groupe Lonmin dont un des actionnaires était le cacique

de l'ANC Ramaphosa (ancien président du syndicat des mineurs NUM-COSATU et ancien vice-président du pays). La lutte des mineurs était dirigée par un syndicat (AMCU) qui avait scissionné du COSATU et de son syndicat des mines NUM. Le SACP, la bureaucratie syndicale du NUM et celle de la confédération ont justifié la répression au nom du fait que les grévistes s'étaient armés !

En mars 2016, les 4 000 éboueurs de Durban ont fait grève pour une augmentation de salaire. En juillet, 20 000 salariés du secteur pétrolier ont exigé 9 % d'augmentation contre les 7 % proposés par les groupes Sasol (Afrique du Sud), Chevron (États-Unis) et Total (France). En août, 15 000 travailleurs du groupe de l'électricité Eskom ont cessé le travail, malgré l'interdiction de la justice.

Luttes étudiantes

En Afrique du sud, la moitié de la population de 56 millions de personnes a moins de 30 ans et le nombre d'étudiants a doublé en 10 ans pour atteindre 1 million dont une large majorité noire. Calqué sur le modèle britannique, les universités sont en fait des entreprises.

La jeunesse est moins sensible au prestige historique de l'ANC. En avril 2015, après 5 semaines de manifestations, les étudiants noirs et métis ont fait déboulonner la statue de Cecil Rhodes à l'université du Cap. Rhodes fut le chef de la colonisation britannique, un capitaliste fondateur de la multinationale De Beers et le Premier ministre de la colonie du Cap.

En août 2015, contre la hausse de 10,5 % des droits d'inscription que le ministre de l'enseignement supérieur Nzimande (par ailleurs premier secrétaire du SACP) a tenté d'imposer, les étudiants ont exigé la gratuité des études. Malgré la direction conciliatrice de la Progressive Youth Alliance (PYA, la branche jeune de l'ANC et du SACP), les étudiants, après avoir forcé l'entrée du siège du gouvernement et affronté la police le 23 octobre, ont conduit le président Zuma en personne à différer l'augmentation.

En novembre 2015, les étudiants de l'université de Stellenbosch ont obtenu que les cours se déroulent désormais en anglais (la langue parlée par les Noirs, les métis et une bonne partie des Blancs) et non en afrikans (néerlandais).

En septembre 2016, le ministre « communiste » de l'enseignement supérieur a annoncé 8 % de hausse des droits d'inscription. Et une nouvelle fois, les étudiants ont fait grève, occupé leur lieu d'études et affronté les matraques et les balles en caoutchouc.

> *Les étudiants continuent de réclamer un accès à l'enseignement supérieur gratuit. Depuis le début des manifestations estudiantines, les affrontements violents avec les forces de l'ordre sont devenus quasi-quotidiens sur de nombreux campus à travers le pays. Certains dénoncent l'usage de la force disproportionnée de la part de la police, qui tente de stopper les violences. Shaeera Kalla, une jeune étudiante, leader du mouvement de protestation à Johannesbourg est toujours hospitalisée après avoir été touchée par les tirs de 13 balles en caoutchouc. Sur des images, on peut voir la police lui tirer dessus alors qu'elle avait les bras en l'air en signe de protestation non violente. A la demande de la gratuité de l'enseignement, le gouvernement répète qu'il n'a pas les moyens d'offrir de la gratuite pour tous.* (*www.bbc.com,* 26 octobre 2016)

Comme les grèves des mineurs de 2012-2013, les luttes étudiantes de 2015-2016 posent la question de l'auto-organisation et de l'autodéfense. En prônant la non-violence et en refusant d'appeler à la grève générale, la PYA aide le gouvernement bourgeois de front populaire.

Pour un gouvernement ouvrier et paysan !

Toutes les revendications conséquentes des travailleurs et de la jeunesse (gratuité des études, emploi, salaires décents, accès aux soins, fin de la corruption, partage des terres…) posent la question du pouvoir. La bureaucratie du COSATU et le SACP subordonnent la classe ouvrière à la nouvelle bourgeoisie noire et bouchent la perspective du socialisme.

La rupture avec l'ANC en 2013 du principal syndicat du COSATU, celui de la métallurgie (NUMSA, 340 000 membres), a montré que le front populaire se fissurait. Exclue du COSATU, la direction du NUMSA n'a pas constitué de parti ouvrier national sur le programme de la révolution et du socialisme, mais un prétendu « Front uni » électoral (UF). Engagé uniquement dans la province du Cap lors des municipales de 2016, UF n'y a obtenu que 2,91 %.

Ainsi s'explique la montée de partis bourgeois comme les EFF et l'AD qui ne peuvent conduire qu'au sauvetage du capitalisme, au maintien des inégalités criantes, aux divisions chauvines et ethniques.

Au sein des organisations de masse de la classe ouvrière (AMCU, NUMSA, COSATU, SACP), il faut mener un combat pour libérer les travailleurs noirs de « leur » bourgeoisie et de ses partis (ANC et EFF), pour édifier un parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste basé sur le marxisme. Alors, la classe ouvrière sud-africaine, aux riches traditions, pourra lutter efficacement contre les exploiteurs de toutes les couleurs, prendre le pouvoir, impulser la révolution permanente dans toute l'Afrique, stimuler la révolution socialiste aux États-Unis et dans le monde entier.

1er décembre 2016

Pérou Pour un mouvement des masses doté d'un programme anticapitaliste et sans bureaucratie pro-bourgeoise



Comme on pouvait s'y attendre de la part d'un gouvernement de la bourgeoisie, le 14 octobre, Kuczynski [président élu en juillet, du PKK, un parti bourgeois récent dont le sigle correspond à ses initiales] s'offrait son premier mort parmi la population : un paysan du département d'Apurimac, Quintin Cereceda. Il matérialisait ainsi, de façon criminelle, la démagogie délirante de son discours inaugural concernant la construction d'un pays « juste, équitable et solidaire » grâce à une « révolution sociale ».

Toutefois, son Premier ministre Zavala, en définissant sa mission devant le Congrès [la chambre parlementaire unique], a été très clair. Il promettait d'engager les « réformes structurelles » nécessaires à la croissance, comme la « réforme du travail et son adaptation aux besoins de l'économie » afin de « favoriser l'accès à l'emploi ». Il projetait de « débloquer de grands projets d'investissements » pour 18 milliards de sols, incluant des investissements privés dans la distribution de l'eau potable et l'assainissement. Il prévoyait « d'élargir la base fiscale » et de porter le prélèvement à hauteur de 17 %. Il envisageait également de « financer des associations public-privé avec les excédents de l'État » comme l'avait déclaré le ministre de l'Économie. Tout ce qui, dans un bon roman capitaliste, signifie moins de droits pour les travailleurs - spécialement pour les jeunes -, davantage de licenciements par « l'assouplissement du travail », davantage de privatisations, davantage de cadeaux de nos ressources aux multinationales et davantage de prélèvements fiscaux. Sans plaisir, Zavala avait fait l'éloge de tous les gouvernements qui l'avaient précédé depuis 1990, tous privatiseurs et violemment antipopulaires, tandis qu'il proposait aux bancs fujimoristes [parti FP de Keiko Fujumori, candidate ayant eu plus de 32 % des voix au premier tour de la présidentielle, voir *Révolution communiste* n° 17] de « travailler ensemble ».

Que pouvait-il sortir d'autre d'un gouvernement qui concentre en son sein tout ce qu'ont supporté les classes exploitées durant le dernier quart de siècle : un gouvernement de patrons, dont le Président, le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur, de l'Énergie et des Femmes ; un gouvernement du tolédisme, avec le chancelier et les ministres du Commerce, de la Santé, de l'Environnement, du Développement et de l'Insertion sociale, de la Défense ; un gouvernement de l'APRA [vieux parti nationaliste bourgeois dont Alan Garcia, président de 1985 à 1990 et de 2006 à 2011], du fujimorisme [Fujimori père a été président de 1990 à 2000] et de l'humalisme [le colonel Ollanta Humala a été président de 2011 à 2016] avec les dirigeants de la Banque mondiale, des brasseries Backus et autres multinationales, avec la confédération patronale Confiep à la tête du ministère du Travail. Kuczynki lui-même s'est ainsi immédiatement rendu à Pékin pour faire la promotion de nos ports, de nos gisements miniers, de nos projets ferroviaires à l'impérialisme chinois, ainsi que pour négocier de juteux bénéfices pour la bourgeoisie péruvienne de l'agro-industrie et du tourisme, laquelle, comme l'ensemble de la classe dominante, exulte avec son nouveau gouvernement, constitué non plus de technocrates du système, mais directement de ploutocrates.

Pour le peuple travailleur, en revanche, les conditions économiques ne peuvent que s'aggraver. C'est le cas des prix qui continuent de monter lentement mais inexorablement. L'inflation en terme annuel est de 3,5 % soit plus de 15 % en cinq ans. L'électricité, par exemple, a augmenté de 37 % pendant le gouvernement de Humala. Dans la santé les prix ont crû de 2,5 % cette année. Dans l'éducation, ils ont progressé de 3,6 %, à cause de la hausse des droits d'inscription dans l'enseignement public et privé. Certains produits de base augmentent constamment, tels le lait et l'huile. Par contre, le salaire de l'écrasante majorité ne progresse jamais. Ce qui est très différent de ce qui se passe avec les soldes policières et militaires. Un policier peut gagner le double d'un enseignant. Au Pérou, il vaut mieux être un mercenaire qui roue de coups les ouvriers que celui qui les forme dans les salles de classe.

Ce gouvernement est le produit des élections les plus anti-démocratiques depuis la chute de la dictature fujimoriste. Tous les candidats et tous les parlementaires du Congrès ont été complices de leur déroulement et de leurs résultats. La gauche du système, la gauche pro-capitaliste, d'un côté les partis pseudo-communistes PCP [issu du parti stalinien pro-Moscou] et Patria Roja [issu du parti stalinien pro_Pékin] et de l'autre le Frente Amplio anti-marxiste [un mini front populaire] ainsi que Democracia Directa, ont rendu possible l'élection frauduleuse et ont apporté leur appui réac-

tionnaire à Kuczynski, en avalisant le ppkisme. Le PKK [parti du président] et Fuerza Popular [parti de sa rivale Fujimori] ont mis les institutions sous tutelle. Dans le Parlement, une alliance virtuelle PKK-FP fonctionne. Veronika Mendoza a déclaré dès le mois de juin que le Frente Amplio *« ne fera pas obstacle »* au gouvernement. Le *« soutien consistera en un calendrier d'accords que nous proposerons au Parlement ».* Face à tout cela, 1,2 million de votes nuls au second tour a sauvegardé l'honneur et la conscience de classe d'une partie du peuple.

Dans les prochains jours vont avoir lieu, quasi simultanément dans le pays, deux événements importants mais d'origine opposée. L'un concerne le camp de la bourgeoisie impérialiste mondiale et l'autre celui de la classe ouvrière péruvienne.

Du 17 au 20 novembre se tiendra le Forum de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Dans cet organisme, les États-Unis, le Canada, la Russie, la Chine, le Japon et l'Australie utilisent quatorze pays dominés dont le Pérou pour consolider leur pouvoir économique mondial. Durant sa tenue, 1 300 grandes entreprises des pays membres concluront des affaires de plusieurs millions au prix d'un plus grand appauvrissement des peuples asiatiques et américains. Ces sommets doivent être dénoncés par une mobilisation décidée du mouvement ouvrier et populaire, mais, pour que cela soit possible, certains changements politiques positifs devront se produire dans un événement simultané.

Du 16 au 18 novembre, aura lieu le XIVe Congrès de la CGTP [principale confédération syndicale]. Il aurait dû se tenir l'an passé, mais la bureaucratie syndicale opportuniste qui domine la centrale l'a retardé pour mieux se consacrer à soutenir officiellement la candidature petite-bourgeoise du Frente Amplio d'abord, puis celle de la grande-bourgeoisie de Kuczynski ensuite. Cette traîtresse et scandaleuse politique de soutien à l'ennemi de classe a été appliquée pour la première fois avec Humala et aujourd'hui, les bureaucrates en ont fait une règle fatale pour le prolétariat. La direction de la CGTP, soumise au PCP et à Patria Roja, s'était rendue devant le gouvernement humaliste et avait ainsi garanti toutes les défaites du mouvement des masses pendant cinq ans. C'est pourquoi, tant que la CGTP restera prisonnière et manipulée par des dirigeants qui non seulement abandonnent et trahissent les luttes mais se transforment en valet de l'ennemi, les travailleurs de la ville et des champs ne pourront pas se mobiliser radicalement en front unique contre l'Accord de partenariat transpacifique ou contre d'autres événements comme l'APEC. Ils ne pourront pas défendre avec succès leurs acquis ni assumer les combats pour de nouvelles conquêtes.

Parce que jamais cette bureaucratie qui soutient des programmes néo-libéraux ne conduira les masses à la grève illimitée avec des mots d'ordre qui reflètent les revendications historiques, ni ne combattra pour constituer un organisme de pouvoir prolétarien comme l'Assemblée nationale populaire. Seuls les militants syndicaux de base combatifs pourront donner à la CGTP une nouvelle direction de classe.

- Santé et éducation publiques, gratuites et de qualité, sous contrôle des organisations populaires.
- Contrat de travail unique avec pleins droits syndicaux et totale sécurité du travail. Titularisation de tous les précaires. Respect strict de la journée de 8 heures. Disparition des agences de travail temporaire.
- Salaire minimum de 2 000 sols.
- Nationalisation sans indemnité des transnationales et des grandes entreprises, sous contrôle de leurs travailleurs.
- Contrôle direct de toutes les entreprises publiques par leurs travailleurs.
- Étatisation de tout le commerce extérieur du pays.
- Annulation des traités de libre-échange.
- Dénonciation de la dette extérieure.
- Rupture avec les gouvernements impérialistes, avec le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'OMC, l'APEC.
- Pour la débureaucratisation de la CGTP et une direction de lutte de classe.
- Pour un parti ouvrier révolutionnaire.

1er novembre 2016

Revolución Permanente / Pérou

Cahiers révolution communiste

n° 1 GMI : plateforme de 2013

n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)

n° 3 Chili 1970-1973

n° 4 VdT et la guerre mondiale

n° 5 4e Internationale : programme de 1938

n° 6 Marx : la crise (compilation)

n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre

n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes

n° 9 Bolchevisme contre lambertisme

n° 10 Marx : salaire, prix et profit

n° 11 1995, en défense des retraites

n° 12 4e Internationale : manifeste de 1940

n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847

n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1936-1939

n° 15 Lénine : l'État et la révolution

3 euros par la poste
2 euros auprès des militants

Hongrie 1956
La révolution des conseils ouvriers contre le stalinisme

La bureaucratie stalinienne face aux menaces de la révolution politique

Staline maintenait à grand peine le régime de la bureaucratie privilégiée et usurpatrice de l'URSS par le renouvellement constant de la terreur. Sur le terrain économique, la gestion par la caste bureaucratique de l'économie planifiée, doublée d'une attitude « grand russe » du Kremlin à l'égard des pays de l'Est de l'Europe qu'elle considère comme des semi-colonies, d'où l'importance de la question nationale, aboutit à une exploitation forcenée de la classe ouvrière, dont le niveau de vie en Hongrie a diminué entre 1948 et 1953. Le salaire est à la pièce, les dimanches et jours de fêtes travaillés sans salaires sont légion pour remplir les objectifs de production, les ouvriers qui ne peuvent suivre les cadences infernales sont dénoncés et arrêtés comme agents de la bourgeoisie.

À la mort de Staline, la bureaucratie se divise sur la meilleure façon de sauvegarder son pouvoir et ses privilèges, face à la menace de l'explosion révolutionnaire comme déjà les ouvriers de Berlin Est en avaient montré la possibilité en 1953 d'une part, face à la pression de l'impérialisme d'autre part. Les uns sont partisans de maintenir la même répression politique forcenée, les autres de lâcher un peu de lest pour éviter l'irruption de la classe ouvrière. En février 1956, Khrouchtchev au XXe congrès du PCUS, le parti unique qui sert d'instrument politique à la bureaucratie, dénonce une partie des crimes de Staline dans un rapport qui reste secret. Les staliniens les plus zélés se retrouvent plus ou moins en délicatesse.

En Hongrie, cette lutte de fractions se manifeste entre 1953 et 1956 par le chassé-croisé entre Räkosi, « le meilleur disciple hongrois de Staline » écarté du pouvoir pour Nagy, plus réformateur, qui ouvre les camps et les prisons politiques, puis la disgrâce de Nagy et le retour de Räkosi. Mais en juillet 1956, Moscou impose le remplacement de Räkosi, trop compromis dans l'organisation de la terreur stalinienne en Hongrie, par Gerö, lui-même ancien représentant du Guépéou en Espagne pendant la révolution où il était chargé de l'élimination des trotskystes.

La classe ouvrière et la jeunesse relèvent la tête

Ce fractionnement de la bureaucratie ouvre des brèches qu'utilise l'agitation étudiante, ouvrière, intellectuelle. Ainsi, dès fin 1955, s'est constitué le cercle Petöfi (du nom d'un poète et combattant, héros de la révolution de 1848) qui organise réunions et débats auxquels participent des milliers d'étudiants, mais aussi des ouvriers par le biais des cours qu'ils peuvent suivre à l'Université polytechnique. Le 6 octobre 1956, une foule immense assiste aux funérailles nationales de réhabilitation de Rajk, ancien des brigades internationales, ancien ministre communiste exécuté en 1949 sur ordre de Staline et de son disciple Räkosi sous l'accusation de titisme et de soutien à l'impérialisme. Ainsi, les étudiants parviennent-ils à constituer leur propre organisation indépendante. Mais cette lutte de fractions est également source d'illusions et de confusion, elle nourrit les espoirs placés en Nagy dont intellectuels, étudiants et ouvriers réclament le retour et la nomination comme chef du gouvernement pour réaliser le socialisme sans la bureaucratie.

Le déclenchement de la révolution

Le 23 octobre 1956, une manifestation de plus de 200 000 personnes, d'abord d'étudiants puis grossie par les ouvriers qui sortent des usines, se rassemble devant le Parlement de Budapest. La veille, des milliers d'étudiants rassemblés à l'Université polytechnique avait adopté une plateforme en 16 points demandant l'élection à bulletins secrets de la base au sommet du parti unique MDP (Parti des travailleurs hongrois) de nouveaux dirigeants, la réhabilitation des victimes des procès staliniens, la destitution et le jugement des dirigeants impliqués, le droit de grève, le relèvement des salaires, l'instauration d'un revenu minimum, la révision des cadences et des normes de production en vigueur dans les usines, la révision des traités économiques avec l'URSS, la liberté d'expression et d'organisation, l'organisation d'élections libres. Les étudiants, comme les écrivains et intellectuels du cercle Petöfi, avaient également convoqué cette manifestation en solidarité avec les travailleurs polonais qui s'étaient révoltés en juin à Poznan et qui, malgré la répression, se mobilisaient dans tout le pays et venaient d'obtenir l'élimination du stalinien en chef Rokossovski du bureau politique et la nomination de Gomulka, autrefois jeté en prison par Staline.

La foule espère un recul du pouvoir et le retour de Nagy aux responsabilités. Mais le premier secrétaire du parti Gerö diffuse un discours dénonçant les manifestants et leurs revendications. Nagy présent devant le Parlement, tente d'apaiser la colère des manifestants en promettant d'agir… pour essayer d'obtenir une réunion plus rapide du prochain Comité central du MDP. Décidant alors d'appliquer eux-mêmes le point 13 de la plateforme qui demandait l'enlèvement d'une gigantesque statue de Staline de plus de 10 mètres de haut, *« symbole de la tyrannie stalinienne et de l'oppression politique »*, les ouvriers sortent les outils et déboulonnent la statue, n'en laissant que les bottes sur le piédestal. Une partie de la


Budapest, octobre 1956

manifestation se rend ensuite devant la radio d'État pour demander la diffusion sur les ondes de ses revendications. Gerö y avait fait disposer la police politique qui tire sur la foule. Les manifestants incendient les voitures de police, les unités de l'armée envoyées en renfort hésitent puis se rangent du côté des insurgés et distribuent les armes. Les ouvriers retournent dans les usines, font débrayer les équipes de nuit, s'emparent des armes de la milice et des dépôts d'armes et engagent le feu contre la police politique. La révolution vient de commencer.

L'armement du prolétariat et les combats contre la police politique

Nagy, nommé en hâte à la tête du gouvernement dans la nuit du 23 au 24 octobre, promulgue la loi martiale tandis que Gerö demande l'intervention des troupes russes qui rentrent à l'aube du 24 octobre dans Budapest. Les combats font rage jusqu'au 29 octobre, malgré les appels de Nagy aux insurgés, flanqué de Kadar, pour qu'ils déposent les armes en échange de promesses de réformes. L'appareil manoeuvre, Gérö dans l'ombre tire les ficelles et se sert de Nagy, prisonnier de son irrésolution et incapable de rompre avec la bureaucratie.

Une partie de l'armée hongroise bascule vers les insurgés, comme l'unité de blindés du colonel Maleter, l'autre partie se contentant de rester cantonnée dans les casernes. Le même processus de désagrégation de l'appareil d'État atteint la Préfecture de police, où le Préfet fait distribuer les armes aux étudiants. L'Académie militaire qui forme les élèves officiers rejoint également les combattants. Les insurgés combattent sans pitié les forces de la police politique mais cherchent le contact avec les soldats russes. Les revendications sont traduites en russe dans des tracts et des scènes de fraternisation ou de refus de combat de la part des soldats russes, et même des officiers, ont lieu. Les troupes envoyées par la bureaucratie sont politiquement peu sûres, les soldats stationnés en Hongrie depuis parfois plusieurs années ont eu le temps de nouer des liens avec la population et constatent par eux-mêmes qu'il s'agit d'ouvriers et d'étudiants en armes et non pas de « fascistes contre-révolutionnaires » comme dit leur gouvernement. Le 25 octobre pourtant, alors que les masses désarmées manifestent devant le Parlement en réclamant le renvoi de Gérö et la libération des dirigeants arrêtés, que la fraternisation avec les équipages des chars russes s'installe, la police politique dissimulée dans le bâtiment du ministère de l'Intérieur à proximité, monte une provocation en ouvrant le feu, entrainant la riposte des chars russes se croyant attaqués. On relève 300 morts parmi les manifestants. L'après midi même, un tract signé *des étudiants et ouvriers révolutionnaires* appelle à la grève générale. Mais les illusions demeurent puisqu'il se conclut par le mot d'ordre « *Vive le nouveau gouvernement sous la direction d'Imre Nagy ! »* alors que, au nom du gouvernement, la radio nationale proclamait au même moment : « *la grève générale serait un acte contre-révolutionnaire ».*

Les conseils ouvriers face aux manoeuvres du gouvernement Nagy

Partout en province des comités révolutionnaires composés de délégués des conseils ouvriers d'usines, de représentants de paysans et de l'armée prennent le pouvoir, désarment la police politique, organisent la surveillance, la distribution, s'emparent des radios. À Budapest, toutes les usines forment leurs conseils ouvriers. Leurs revendications se centrent d'abord sur les

questions propres à l'usine, dont les ouvriers réclament la direction, la maitrise des salaires et des normes de production, etc. Mais la recherche d'une centralisation et l'apparition d'un double pouvoir est en marche. Les négociations s'ouvrent entre les représentants des conseils et le gouvernement de Nagy, qui admet que le mouvement n'est pas contre-révolutionnaire. Cependant, le gouvernement se bat avec ses armes pour contrer le mouvement d'auto-organisation des masses. Les syndicats officiels se lancent dans une surenchère revendicative dans les usines pour tenter de reprendre le contrôle des assemblées ouvrières, mais les ouvriers ne s'en laissent pas compter. Le gouvernement Nagy cherche, avec l'aide du colonel Maleter, à intégrer les travailleurs et étudiants en armes dans une garde nationale sous son contrôle, sans succès.

Malgré les chars russes, la recherche de la centralisation des conseils

Le 29 octobre, la bureaucratie est contrainte de faire évacuer l'armée russe de Budapest, alors que sa supériorité militaire est écrasante, parce qu'elle n'est plus sure de garder la maitrise politique de ses troupes. Mais, à partir du 1er novembre, des troupes fraiches d'URSS qui n'ont pas été contaminées par l'esprit révolutionnaire rentrent en Hongrie. Le 4 novembre, elles attaquent Budapest. Jusqu'au 12 novembre, ouvriers et étudiants vont affronter héroïquement les chars russes.

La défaite militaire des insurgés n'arrête pas immédiatement le processus de constitution d'un double pouvoir. Le 12 novembre, le comité révolutionnaire de la banlieue ouvrière de Budapest lance un appel pour la formation du Conseil ouvrier central du grand Budapest, unissant la capitale et sa banlieue, qui se constitue le lendemain. La grève générale est totale depuis le 4 novembre. Une délégation est reçue par Kadar que les dirigeants russes ont désigné pour remplacer Nagy, réfugié dans l'ambassade yougoslave. Elle lui demande des garanties sur le retrait des troupes russes et la réintégration de Nagy à la tête du gouvernement en échange de la reprise du travail. Kadar ne lâche rien, n'accepte de donner aux conseils ouvriers qu'un rôle économique de participation à la gestion des entreprises sous l'autorité des directeurs nommés par le pouvoir, en leur refusant toute prétention à jouer un rôle politique. Voici comment Ferenc Töke, un des vice-présidents du Conseil central ouvrier du grand Budapest, membre de la délégation, rend compte de l'entrevue :

> *Kadar savait pertinemment que si les choses continuaient comme elles s'annonçaient si bien, il n'y aurait ni plus ni moins qu'un contre-gouvernement. D'ailleurs, les autres revendications émises par les ouvriers déchainèrent sa colère : « Allons, quoi, c'est un contre-gouvernement que vous voulez ! ».*

Un processus de radicalisation et de maturation politique

Au sein du Conseil central ouvrier du grand Budapest, il y a discussion sur la poursuite ou l'arrêt de la grève. Certains voient dans la reprise du travail une possibilité d'économiser les forces pour mieux s'organiser. Les ouvriers ne disposant pas encore d'un organe centralisant nationalement les conseils révolutionnaires qui couvrent tout le pays, malgré l'occupation des troupes russes, ils estiment que la grève qui paralyse toute activité nuit également à la mise en place de cette forme supérieure d'organisation. Mais d'autres conseils ouvriers, notamment en province, sont farouchement pour la poursuite de la grève. Ce n'est pas une question technique ou tactique car l'arrêt de la grève peut impliquer d'autres renoncements : le président du Conseil central ouvrier du grand Budapest est démis de ses fonctions par les délégués pour avoir interprété le mot d'ordre de reprise du travail comme une reconnaissance du gouvernement Kadar. Les délégués qui appellent à la reprise doivent s'expliquer devant des assemblées d'usine en colère. Toute cette maturation politique se déroule sous la menace omniprésente de l'armée russe et des arrestations. Le 19 novembre est lancée la convocation de tous les délégués des conseils ouvriers pour constituer un Conseil ouvrier national le 21 novembre dans la capitale.

L'armée russe dirigée par Andropov empêche la réunion, arrête une partie des délégués tandis que d'autres parviennent à se réunir. Une vive discussion a lieu, pour ou contre la reprise du travail et le nouveau président du Conseil central ouvrier du grand Budapest, jugé à son tour trop conciliateur, est remplacé par un jeune ouvrier de 23 ans, Racz, beaucoup plus combatif. Une liaison permanente est mise en place entre le conseil de Budapest et ceux de la province. Le 5 décembre, la police arrête un grand nombre de dirigeants ouvriers, mais le président du Conseil Racz et le vice-président Bali parviennent à se réfugier dans leurs usines où ils sont protégés par les ouvriers et où la police n'ose pas intervenir. Une grève générale de 48 heures est décidée à partir du 11 décembre pour la libération des dirigeants emprisonnés. Convoqués par Kadar pour négocier, Racz et Bali quittent leurs usines. Ils sont arrêtés au Parlement. C'est la fin. Si certaines usines poursuivent encore la grève, Kadar et sa police, appuyés par Andropov et l'armée russe, reprennent le contrôle de la situation. Les arrestations, exécutions et déportations vont suivre.

Défendre la mémoire des combattants révolutionnaires de 1956

Quoi qu'en disent en 1956 d'un côté les despotes de l'URSS, de la Chine et les staliniens de tous les pays

(dont le PCF et la direction de la CGT), pour qui il s'agit d'une contre-révolution fasciste à la solde des impérialistes, ou, en miroir, les bourgeois, les bureaucrates syndicaux de guerre froide (FO en France) et les sociaux-démocrates (PS-SFIO en France) de l'autre, célébrant dans la révolution hongroise de 1956 les combattants de la liberté contre le communisme, le caractère profondément révolutionnaire et prolétarien du soulèvement ne fait aucun doute.

Orban, le dirigeant nationaliste réactionnaire aujourd'hui à la tête du gouvernement hongrois n'a pas manqué lui non plus de salir la mémoire des révolutionnaires de 1956 en s'en attribuant la continuité et pour justifier sa politique. Pour ceux qui ont manifesté et sifflé son discours mensonger à l'occasion du 60e anniversaire de l'insurrection de 1956, pour les travailleurs et jeunes qui cherchent la voie du socialisme, du pouvoir des travailleurs, il convient de rétablir la vérité. Il suffit de citer, parmi de nombreux documents du même type, un extrait de la déclaration du Conseil central ouvrier du grand Budapest en date du 27 novembre 1956 :

> *Camarades ouvriers ! Le conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du grand Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le but de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts… Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendrons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler…*

Tirer les leçons pour la construction d'une internationale ouvrière

S'il est frappant de constater combien la lutte spontanée des ouvriers et des étudiants hongrois suit les axes de la révolution politique dégagée par Trotsky à partir de 1933 (conserver la propriété publique des moyens de production, renverser la bureaucratie, revenir à la démocratie des soviets), il a manqué un parti révolutionnaire pour donner à cette recherche de centralisation politique de la classe ouvrière un programme et des objectifs clairs comme de postuler à la prise du pouvoir au lieu de s'en remettre à la fraction réformatrice de la bureaucratie stalinienne, de s'adresser à la classe ouvrière mondiale, des pays capitalistes comme des pays sous le joug du stalinisme et non de nourrir des illusions sur les « démocraties » occidentales.

Le prolétariat et la jeunesse hongroise qui se sont battus héroïquement dans un combat très inégal ne sont pas en cause, mais la révision pabliste de 1949-1951 du programme de la IVe Internationale (dont l'aboutissement en France aujourd'hui est le NPA) porte une lourde responsabilité dans l'absence d'un tel parti révolutionnaire, ou même d'un noyau communiste internationaliste, qui aurait pu jouer un rôle considérable dans cette révolution. Quelle leçon et quelle perspective la direction Pablo-Mandel du SI prostalinien qui usurpait alors le nom de la IVe Internationale tirait-elle de la révolution hongroise ?

> *Gomulka en Pologne, Nagy en Hongrie, demain peut-être Hernstedt ou Ackermann en Allemagne de l'Est, devenant aux yeux des masses des symboles de lutte pour l'émancipation nationale, créent des conditions favorables pour un regain de popularité du PC et permettent à la révolution politique sous direction communiste oppositionnelle, de mobiliser les sentiments nationaux en sa faveur…* (Ernest Germain, *Quatrième internationale* n° 10-12, décembre 1956)

Encore Germain (Mandel) manifestait-il en 1956 de la sympathie pour les travailleurs de Hongrie. En 1983, pour les pablistes de la seconde génération (la SL américaine dirigée par Robertson et Norden), Andropov, le Thiers de la révolution hongroise, était une idole.

Contrairement à ce qu'espéraient les révisionnistes du programme de la 4e Internationale, le salut de l'économie collectivisée ne pouvait venir de la bureaucratie parasite, de l'organe de la bourgeoisie au sein de l'État ouvrier dégénéré. Certes, quand les travailleurs et les étudiants se mobilisaient, une fraction du parti et même de l'appareil d'État se ralliait à eux. Mais seul le prolétariat pouvait, en chassant la bureaucratie, ouvrir la voie du socialisme.

L'écrasement des débuts de révolution politique par la bureaucratie stalinienne en Allemagne (1953), en Hongrie (1956), en Chine (1967-1969), en Tchécoslovaquie (1968), en Pologne (1971, 1981), en Chine (1989) a préparé la restauration du capitalisme à partir de 1989 par les fractions décisives de la bureaucratie soumise à la pression de l'impérialisme.

Ce n'est plus la révolution politique qui est à l'ordre du jour aujourd'hui en Hongrie après le retour au capitalisme, mais une révolution sociale complète. Elle nécessite tout autant pour réussir de construire un parti révolutionnaire mondial. La défense de la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 fait intégralement partie de son programme.

5 décembre 2016

Autriche Bellen élu à la présidentielle

Pour la première fois dans l'histoire autrichienne, un président a été élu au troisième tour. Le 4 décembre, Alexander van der Bellen, le candidat du parti écologiste Die Grünen (Les Verts), soutenu dès le deuxième tour par le parti réformiste SPÖ (Parti social-démocrate autrichien) et pas mal des politiciens du parti démocrate-chrétien ÖVP (Parti populaire autrichien), les « libéraux » de NEOS (La Nouvelle Autriche-Forum libéral) et des factions influentes, pro-UE, de la bourgeoisie a obtenu 53,3 % des votes.

Le candidat du parti fascisant FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), Norbert Hofer, qui avait le soutien du petit parti europhobe fondé par le capitaliste austro-canadien Stronach TS (Équipe Stronach pour l'Autriche), de cliques du clergé catholique et de franges de l'ÖVP, a échoué avec 46,7 % des suffrages.

Ce qu'une bonne partie des journalistes autrichiens et des commentateurs politiques des pays européens appelle avec soulagement une victoire de la raison et de la démocratie, montre en réalité ce qui a été déjà visible au cours des dernières années : une polarisation politique forte dans la population qui suit seulement partiellement des lignes de classes. Cette polarisation résulte du détournement de larges couches prolétariennes et petites-bourgeoises de deux partis politiques traditionnels, qu'il soit bourgeois (ÖVP) ou d'origine ouvrière (SPÖ), la méfiance envers les institutions du régime parlementaire bourgeois et l'UE capitaliste. La recherche d'alternatives dans des partis « nouveaux » comme les Grünen et l'ÖVP est l'expression mythifiée de réels conflits de classe dans ce pays.

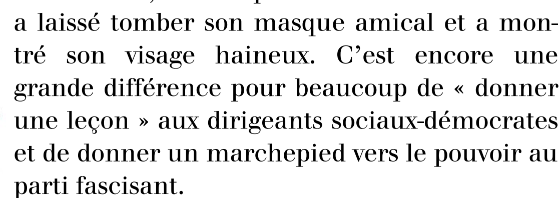
Le SPÖ a perdu, au cours de décennies de subordination ouverte aux intérêts du système capitaliste, par sa volonté d'agir dans situations critiques comme agent de l'État bourgeois au service des capitalistes, le contact étroit avec les couches de base du prolétariat. Sa politique de privatisation a rendu impossible de poursuivre un « clientélisme réformiste » : le SPÖ n'a plus rien à répartir entre ses partisans. Comme défenseurs et gérants du capitalisme, les dirigeants sociaux-démocrates ont initié et soutenu des mesures d'austérité qui ont aggravé la situation des travailleurs de façon drastique. Défenseurs de l'Union européenne capitaliste, les bureaucrates du Parti « socialiste » cautionnent la libre circulation des marchandises et du capital, mais pas des êtres humains, comme ils l'ont montré avec la « crise des réfugiés ».

Le prix que le SPÖ paye pour ses politiques est élevé. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire d'après la 2e Guerre mondiale, son candidat à l'élection présidentielle, un ancien président de la Fédération des syndicats ÖGB, a obtenu seulement 11,28 % des votes au premier tour et n'était même pas éligible au second tour. Par conséquent, le PS s'est rallié au candidat écologiste, au nom de la démocratie.

Le FPÖ est proche du FN français : il a été fondé par des fascistes et des nantis, il prétend respecter la démocratie et il conquiert une base populaire parmi les victimes du capitalisme tout en privilégiant les PME. Il a joué au cours de la campagne électorale (10 mois en fait !) plusieurs cartes simultanément : d'une part, la carte de « parti social de la patrie », défenseur des « couches subalternes » contre « ceux d'en haut »; la carte du nationalisme, de la xénophobie et l'anti-islamisme ; et, de façon permanente la « lutte contre le système », contre les « élites ».

Même si le président a peu de prérogatives, contrairement à la France, le FPÖ voulait préparer la prise du pouvoir. Hofer a menacé de dissoudre le gouvernement une fois élu (ce que le président peut faire) parce qu'il ne représentait pas les « intérêts du peuple » et de convoquer des élections anticipées. Ce plan a échoué.

La défaite de Hofer n'est pas une raison pour les travailleurs avancés de se réjouir. Entre deux candidats bourgeois, la classe ouvrière n'avait pas un vrai choix. Cependant, il montre que certains électeurs des zones populaires qui ont dans les deux tours antérieurs voté pour le candidat FPÖ pour protester contre « le système » ont, à la dernière minute, reculé quand le candidat « bleu » a laissé tomber son masque amical et a montré son visage haineux. C'est encore une grande différence pour beaucoup de « donner une leçon » aux dirigeants sociaux-démocrates et de donner un marchepied vers le pouvoir au parti fascisant.



Nous, militants du GKK devons maintenant expliquer avec patience et dans une manière compréhensible dans les discussions, dans les syndicats, dans les tracts et dans notre bulletin *Klassenkampf* les contradictions fondamentales du système capitaliste et formuler des réponses révolutionnaires aux questions brûlantes des ouvriers, des employés, des chômeurs, des étudiants, un programme qui s'en prenne à la propriété privée des moyens de production et qui ouvre la voie des États-Unis socialistes d'Europe. Que la bourgeoisie n'est pas sûre de sa cause, on peut le vérifier dans le fait que lors de cette campagne électorale, pour la première fois depuis longtemps, elle a déversé un anticommunisme massif.

Les masses, fragmentées, politiquement désorientées par leurs directions bourgeoises et petites-bourgeoises, cherchent une alternative. Cette alternative doit être communiste. Donc, même avec nos forces très modestes, nous devons nous efforcer de regrouper tous les éléments d'avant-garde et propager la nécessité de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire et d'une internationale ouvrière révolutionnaire. L'impérialisme est une époque de tournants brusques. Il serait fatal de tomber dans la passivité, parce qu'en ce moment la réaction est à l'offensive.

Vienne, 5 décembre 2016, correspondant